

BIT – EVALUATION

- **Titre du projet:** Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou
- **ILO TC/SYMBOL:** MRT/18/02/USA
- **Type d'évaluation :** Finale (interne)
- **Pay(s) :** Mauritanie
- **Résultat(s) du P&B** 1 et 5
- **ODD(s)** 1, 8, 13, 16
- **Date de l'évaluation:** 11 novembre – 19 décembre 2019
- **Nom(s) du consultant:** Enrique Medina Jarquin
- **Bureau Administratif:** ILO CO, Algiers
- **Bureau Technique:** Mauritanie
- **Pour les évaluations jointes : Organisation responsable :** N/A
- **Autres organisations participantes :** N/A
- **Fin du projet (date):** 30 octobre 2019
- **Donateur: pays et budget US\$** US Department of State (USDOS) - Bureau for Population, Refugees and Migration (BPRM) - 1,000,000 US\$
- **Gestion de l'évaluation:** Ricardo Furman
- **Budget de l'évaluation:** 9,438.52US\$
- **Mots clés:** Skills training, employment, refugees, local population, gender, youth, youth employment, tools, capacity-building, government, social partners

Cette évaluation a été réalisée selon les procédures et politiques d'évaluation du BIT. Le rapport n'a pas été édité, mais a fait l'objet d'un contrôle de qualité effectué par le Fonctionnaire d'évaluation du BIT pour l'Afrique.

Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	5
Contexte et background	5
Description du Projet.....	6
Objectifs et déroulement de l'évaluation.....	6
Constats et conclusions.....	7
1.CONTEXTE ET DESCRIPTION DU PROJET.....	13
1.1. Contexte.....	13
1.2. Description du Projet	14
2.OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION	18
2.1. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION.....	18
2.2. MÉTHODOLOGIE	21
3.CONSTATS	24
3.1. VALIDITÉ ET PERTINENCE DU MODÈLE D'INTERVENTION	24
3.2. L'EXÉCUTION DU PROJET ET SON EFFICACITÉ.....	33
3.3. L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	40
3.4. LA DURABILITÉ DE L'INTERVENTION	42
3.5. LE GENRE.....	43
3.6. TRIPARTISME ET DIALOGUE SOCIAL	44
4.CONCLUSIONS	46
4.1. Validité de la conception et pertinence du projet	46
4.2. Implémentation du projet et son efficacité.....	47
4.3. Efficience de l'utilisation des ressources	47
4.4. Durabilité de l'intervention.....	48
4.5. L'intégration de l'approche genre.....	48
4.6. Tripartisme et dialogue social	48
5. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES.....	49
5.1. LEÇONS APPRISSES	49
5.2. BONNES PRATIQUES	50
6. RECOMMANDATIONS.....	50
ANNEXES.....	53
Annexe 1 : Termes de Référence	54

<i>Annexe 2: Matrice d'évaluation</i>	<i>64</i>
<i>Annexe 3 : Agenda de mission terrain</i>	<i>86</i>
<i>Annexe 4 : Liste des participants aux entretiens</i>	<i>87</i>
<i>Annexe 5: Guide des entretiens</i>	<i>88</i>
<i>Annexe 6 : Liste de documents consultés</i>	<i>92</i>
<i>Annexe 7 : Leçons apprises</i>	<i>94</i>
<i>Annexe 8 : Analyse du cadre logique du projet</i>	<i>97</i>
<i>Annexe 9 : Remerciements</i>	<i>100</i>

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ANAPEJ	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes
BIT	Bureau International du Travail
BPRM	Bureau for Population, Refugees and Migration
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CNP	Coordinateur National du Projet
COPIL	Comité de pilotage
CPDD	Cadre de Partenariat pour le Développement Durable
CTP	Conseiller Technique Principal
DFTP	Direction de la Formation Technique et Professionnelle
HEC	Hodh Ech Chargui
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OIT	Organisation International du Travail
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PECOBAT	Programme d'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPTD	Programme de Promotion du Travail Décent
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SNU	Système des Nations Unies
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
Unicef	United Nations Children's Fund
USDOS	United States Department of State

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Contexte et background ¹

Depuis Janvier 2012 la Mauritanie accueille sur son territoire des réfugiés maliens qui fuient la situation d'insécurité liée à l'instabilité politique au Nord de leur pays. Le camp de M'bera, dans lequel sont enregistrés plus de 56.000 réfugiés est situé dans la partie Sud-Est de la Mauritanie, à 50 km de la frontière avec le Mali et à 18 km de Bassikounou, chef-lieu de la Moughataa (province) appartenant à la région administrative du Hodh el Chargui.

La ville de Bassikounou et le camp de M'bera sont devenus *de facto* la quatrième ville la plus peuplée de Mauritanie. Cette dernière, comme de nombreuses villes mauritaniennes, souffrait, déjà d'un important déficit en infrastructures et en termes de services de base qui n'a pas encore été comblé par rapport à la taille de la population concernée. De plus, la dispersion des populations au sein de nombreux petits villages sur le territoire de la Moughataa, ne permet pas de concentrer l'offre des services de bases, et donc de rentabiliser les investissements consentis pour les rendre accessibles.

Dans ce contexte, il est nécessaire de déployer des actions de mitigation de l'impact de la présence des réfugiés et de développer des programmes visant à améliorer les conditions de vie des populations hôtes, qui sont parfois aussi vulnérables que les réfugiés. Pour assurer la coexistence pacifique entre les communautés, il sera nécessaire de favoriser le développement économique et social des populations hôtes. La création d'activités économiques et l'appui au développement des activités existantes sont des solutions pertinentes pour assurer la cohésion sociale entre population réfugiée et la population hôte.

L'OIT considère l'évaluation comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre des activités de coopération technique. Conformément à la politique et aux procédures d'évaluation de l'OIT, tous les programmes et projets d'un budget allant jusqu'à 1 million d'euros sont soumis à une évaluation interne.

¹ Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes. Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes (UNCHR, octobre 2019)

Description du Projet

Le projet « *Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa* » financé par le Département d'État Américain (Bureau de la population, des réfugiés et des migrations) a été mis en œuvre entre le 1er septembre 2018 et le 30 octobre 2019 (les opérations ont démarré en novembre 2018 avec le recrutement de l'équipe du projet et du coordinateur).

L'objectif général du projet est d'améliorer l'autosuffisance économique des réfugiés et de favoriser la coexistence avec les communautés hôtes grâce au développement de l'employabilité et au développement économique local à travers des travaux de construction d'infrastructures à base de main-d'œuvre.

Pour atteindre cet objectif à long terme, le projet vise à atteindre les trois objectifs spécifiques suivants:

1. Les jeunes femmes et hommes de différentes communautés, réfugiés et locaux, améliorent leur employabilité et acquièrent simultanément de l'expérience de travail en suivant une formation à la construction sur place dans les travaux de construction à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur les exercices pratiques et certifiée.
2. Les infrastructures, identifiées comme essentielles au développement économique local et aux services basés sur la chaîne de valeur et l'analyse du marché, sont construites par les jeunes en utilisant au maximum les matériaux locaux pour créer des opportunités d'emplois décents et promouvoir les activités économiques locales en assurant le lien entre assistance humanitaire et développement.
3. Le développement économique local est favorisé par un meilleur soutien des entreprises locales grâce à une meilleure organisation et participation des coopératives, des groupes locaux, de la société civile et des entreprises locales.

Objectifs et déroulement de l'évaluation

Les propos de l'évaluation :

1. Evaluer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs déclarés et les résultats escomptés, tout en identifiant les facteurs et contraintes d'appui qui les ont conduits;
2. Identifier les résultats positifs et négatifs inattendus du projet
3. Evaluer dans quelle mesure les résultats du projet seront durables;
4. Etablir la pertinence de la conception de la stratégie et la mise en œuvre du projet par rapport aux cadres de développement de l'OIT, des Nations Unies et du développement national (c'est-à-dire les objectifs de développement durable et le UNDAF);

5. Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques potentielles, en particulier en ce qui concerne les modèles d'interventions pouvant être appliqués dans le futur;
6. Fournir des recommandations aux parties prenantes du projet pour promouvoir la durabilité et soutenir le développement futur des résultats du projet.

En cela, l'évaluation de la stratégie définie, des résultats atteints et des effets produits doit permettre de dégager les **principaux enseignements**, de valoriser les **bonnes pratiques** et d'identifier **de nouveaux besoins dans la perspective d'une future programmation**, ou d'amélioration, de consolidation ou de réorientation de l'action.

À l'issue de la mise en œuvre du projet, la présente évaluation a pour objectifs d'apporter un regard extérieur évaluatif final au vu des critères classiquement usités au sein de l'OCDE/CAD mais aussi du SNU et plus spécifiquement du BIT.

Les termes de références posent six séries de questions évaluatives autour de :

1. *« Validité de la conception et pertinence du projet*
2. *l'avancement du projet et son efficacité,*
3. *l'efficience de l'utilisation des ressources,*
4. *la durabilité de l'intervention,*
5. *le genre*
6. *le tripartisme et le dialogue social. »*

En résumé, il conviendra de dresser le bilan des réalisations du projet en analysant les processus ayant pu faciliter ou, au contraire, gêner l'atteinte des résultats attendus ; d'apprécier plus généralement la pertinence, efficacité, efficience, durabilité, genre, tripartisme et dialogue social; de dégager les forces et les faiblesses du projet et tirer des enseignements de la mise en œuvre des activités

Constats et conclusions

Validité de la conception du projet

Globalement, le projet s'aligne avec les stratégies nationales mauritaniennes (Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée, Stratégie Nationale de l'Emploi, Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre), les stratégies du SNU (Stratégie des nations unies pour la promotion de l'autonomisation des réfugiés et la résilience des communautés Hôtes, Cadre de Partenariat pour le Développement Durable, Objectifs de développement durable) et avec le Programme pays de travail décent du BIT en Mauritanie.

Par ailleurs, les mandants tripartites, les bénéficiaires et autres acteurs pertinents rencontrés se sont sentis suffisamment associés aux activités de mise à jour et de mise en œuvre du projet. L'ensemble des parties prenantes interviewés a unanimement salué la pertinence du projet, car il répond aux besoins des jeunes femmes et hommes entre 16 – 35 ans, issues des communautés réfugiés et hôtes, ceci en introduisant une approche innovante de formation en Bâtiment et Travaux Publics, qui favorise

l'employabilité, le travail décent, le développement économique local et la cohésion sociale.

Le projet s'est appuyé sur 5 études clés (*1. Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines Analyse des chaînes de valeur, Infrastructures à Bassikounou. 2. Dimensionnement, Cartographie, priorisation et éléments de faisabilité, Énergie pour le développement dans la Moughataa de Bassikounou. 3. Proposition de solutions pour l'approvisionnement d'énergie en assurant sa durabilité. 4. Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants. Cartographie des enjeux environnementaux et orientations stratégiques. 5. Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes. Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes*) pour valider sa conception et pertinence lors de sa phase d'identification et implémentation.

En plus le projet est conçu avec la pleine utilisation des leçons apprises et des connaissances et expériences accumulées dans deux projets récents du BIT, «Chantier Ecole d'Entretien Routier» et «PECOBAT ».

Etat d'avancement et efficacité du projet

Les activités qui ont été menées sont celles qui avaient été planifiées et le projet a atteint de très bons résultats dans la majorité de ses indicateurs de ses 3 résultats. De même, l'évaluateur, à travers les entretiens et l'analyse des 4 rapports trimestriels, a pu vérifier que les résultats du projet sont reconnus par les partenaires et bénéficiaires.

Le principal point d'amélioration se trouve dans le respect des délais des constructions des infrastructures. Pour la période couverte de l'évaluation, il était planifié d'en construire deux (centre de formation et la première moitié de la route d'accès de 10,8 km entre le camp de M'bera et l'axe Fassala-Bassikounou), celles-ci sont en cours de finalisation. Selon l'équipe du projet, ces 2 infrastructures sont à 75% d'exécution et devraient être finalisées dans les prochains mois; Le BIT prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la finalisation des deux infrastructures. Il est important de préciser que ce retard est expliqué par le retard de la période de mise en œuvre de la construction de la route (2 mois dans le lancement des activités sur le terrain à Bassikounou et au camp de Mbera), aux obstacles d'approvisionnement de matériaux et la lourdeur administrative dans la gestion des contrats avec les prestataires.

Un autre point d'amélioration est l'opérationnalisation à Bassikounou - camp de M'Bera du système de suivi et évaluation, lequel favorise le suivi des performances du projet et la redevabilité en vers les stakeholders.

Efficience de l'utilisation des ressources

Le projet a disposé des capacités techniques suffisantes et adéquates pour atteindre ses objectifs, il est composé d'une équipe très motivée et fortement impliquée.

En termes de planification et exécution des fonds alloués, le projet a réalisé une bonne planification. Cependant l'exécution financière tout comme l'opérationnelle a été impacté - retardé en interne par la migration du système administratif comptable (propre au BIT) et par la gestion de contrats externes en approvisionnement de matériaux de construction à M'Bera (depuis Bassikounou) et depuis Nouakchott (environ 1.500kms de distance). Malgré ces obstacles rencontrés, le projet a réussi à surmonter les défis et a atteint une exécution financière de 95% (reliquat de 50,026.80 USD) au moment de la réalisation de l'évaluation.

En termes de talent humain, le projet a atteint un bon nombre de ses objectifs avec le nombre de personnel planifié et budgétisé; néanmoins suite à l'observation in situ, une surcharge de travail est appréciée dans l'équipe. Il est important pour le projet de se renforcer et recruter un Administratif – Logisticien basé/e à Bassikounou, pour améliorer la gestions des contrats et logistique avec prestataires et fournisseurs externes et ainsi déchargé considérablement la charge de travail du responsable technique international (basé à Nouakchott) et coordinateur national (basé à Bassikounou).

En termes de temps dans l'exécution du projet, suite à l'analyse des rapports et les entretiens avec l'équipe du projet et partenaires principaux, un retard est apprécié dans l'exécution des travaux de construction. Cela s'explique principalement au retard dans la gestion de contrats avec prestataires, la longue distance pour l'approvisionnement en matériaux (1.500 kms depuis Nouakchott), la disponibilité d'escorte de sécurité pour acheminer le matériel au camp de M'Bera. Pour cela, le BIT a sollicité deux mois de No cost extension au bailleur de fonds USDOS BPRM.

Durabilité du projet

Des éléments qui favoriseront la durabilité du projet ont été identifiés par l'équipe du projet et principaux partenaire interviewés; ceux-ci sont :

- Ancrage avec les maires des 4 communes à travers les comités de gestion et de maintenance des infrastructures construites.
- Pour le centre de formation, il est prévu une passation avec la Direction de la Formation Technique et Professionnelle.
- Pour la piste, il existe un guide et comité de maintenance et entretien entre la mairie de Fassala et Bassikounou. Dans le cadre du Comité de Pilotage, un accord a été prévu pour l'officialiser .
- Favoriser de manière participative lors des COPIL, la sélection des infrastructures à construire en se basant sur les recommandations de l'étude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants.
- Sensibilisation et formation chantier école: visibilité des opportunités de création d'emploi dans le Bâtiment et Travaux Publics et filières économiques.
- Main d'œuvre qualifié disponible suite à l'intervention du projet.
- Continuer avec l'utilisation des matériaux locaux pour les constructions (sable, gravier, moellons, paille pour stabiliser les briques, banco - argile pour les briques).
- Continuer avec l'utilisation des énergies renouvelables (panneaux solaires).

- Continuer avec l'intégration de l'approche genre pour favoriser la participation et l'empowerment des jeunes femmes réfugiés et des populations hôtes.

Lors de la réalisation de l'évaluation, le projet ne comptait pas avec une stratégie de sortie développée ; celle-ci devra être formulée dès la conception d'une nouvelle intervention, en étroite collaboration avec les leaders de la population réfugié, les autorités locales, régionales et le SNU, dans le cadre des espaces de coordination comme le groupe de travail régional et lors des COPIL.

L'intégration de l'approche genre

L'intégration et adaptation de l'approche genre dans le projet est un de ses points forts. A travers l'introduction d'un pourcentage minimal d'atteinte de participation dans ses 3 résultats, le projet a favorisé un impact imprévu sur l'empowerment de ces jeunes femmes dans leur plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial. Il est pertinent pour le projet de réaliser une étude d'impact de l'intégration de cette approche pour apprécier les changements favorisés.

Tripartisme et dialogue social

Le projet a assuré la participation des mandants tripartites à plusieurs niveaux :

Nouakchott (National): lors des phases d'identification, formulation de la note conceptuelle et mise en œuvre du projet via les COPIL, composé par représentants du Ministère l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, représentant du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Ministère du Développement rural, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes, Ambassade des Etats Unies en RIM, UNHCR, UNICEF, PAM, Action Contre la Faim Espagne, World Vision, SOS DESERT, Fédération Luthérienne Mondiale, BIT.

Bassikounou – camp de M'Bera (local): lors des phases d'identification, formulation de la note conceptuelle et mise en œuvre du projet via les COPIL composé par représentants de la Moughataa (province) de Bassikounou, Inspection de l'Enseignement National - Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Comité des Leaders du camp de Mbera, 4 Mairies de la Moughataa de Bassikounou (Bassikounou, Fassala, Meghve et Thar), Réseau Départemental des Jeunes de la Moughataa de Bassikounou), UNHCR, UNICEF, Action Contre la Faim Espagne (ONG Int), COOPI (ONG Int), World Vision (ONG Int), Fédération Luthérienne Mondiale (ONG Int), SOS Désert (ONG locale), Ensemble Solidarité Développement (ONG locale), équipe du BIT.

A Bassikounou, il n'existe pas de représentation officielle des syndicats et des entreprises.

Il est important de noter que ceux-ci demandent plus de visibilité et participation aux espaces de coordination du camp de M'Bera de la part du BIT.

Leçons Apprises

1. *La lourdeur administrative interne a un impact significatif sur l'exécution du projet.*

Il est nécessaire de prendre en considération l'impact négatif qu'ont sur l'exécution du projet les retards dans la gestion des contrats avec les prestataires de services et fournisseurs de matériaux de construction.

2. *L'intégration du genre est un possible outil d'empowerment des jeunes femmes.*

L'intégration et adaptation de l'approche genre dans le projet, à travers l'introduction d'un pourcentage minimal d'atteinte de participation dans ses 3 résultats (indicateurs quantitatifs) a facilité un impact imprévu sur l'empowerment des jeunes femmes dans leurs plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial.

Pour assurer la participation féminine dans des travaux culturellement masculin (selon le contexte local), il n'est pas suffisant de planifier des indicateurs de genre quantitatifs; il est pertinent de mettre en place une stratégie et approche de sensibilisation communautaire qui vise à faciliter la participation féminine pour promouvoir un empowerment des jeunes femmes dans leurs plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial.

Bonne Pratique

La période couverte par cette évaluation, correspond au démarrage de l'intervention du BIT dans un contexte de nexus humanitaire – développement (14 premiers mois). L'évaluateur n'a pas identifié de bonnes pratiques conforme aux critères établis par l'OIT dans ses procédures (checklist No.5 – préparation du rapport).

Recommandations

Recommandation 1 :

Capitalisation de l'approche genre. Il est pertinent pour le BIT de réaliser une étude d'impact de l'intégration de cette approche pour apprécier les changements et analyser la possibilité de réplique et mise à l'échelle.

Adressé à	Priorité	Resource	temps
Equipe projet du BIT	Elevé	Faible	Moyen-terme

Recommandation 2 :

Assurer l'incorporation et mise en place d'une stratégie et approche de genre dans des interventions qui facilitent le nexus humanitaire - développement en Mauritanie ou dans la région, pour faciliter la participation féminine et son empowerment.

Adressé à	Priorité	Resource	temps
Equipe projet du BIT	Elevé	Modéré	Moyen-terme

Recommandation 3 :

Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire, assurer le recrutement d'un/e administrateur logisticien basé/e à Bassikounou – camp de M'Bera pour améliorer le suivi des contrats et logistique avec fournisseurs et déchargé l'équipe à Nouakchott et Bassikounou.

<i>Adressé à</i>	Priorité	Resource	temps
Equipe projet du BIT	Elevé	Elevé	Court-terme

Recommandation 4 :

Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire, développer la stratégie de sortie de l'intervention dès le démarrage, en coordination avec les partenaires principaux pour favoriser sa durabilité.

<i>Adressé à</i>	Priorité	Resource	temps
BIT, UNCHR, Autorités locales de Bassikounou	Elevé	Modéré	Court-terme

Recommandation 5 :

Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire , assurer dès le démarrage, la mise en place du système de suivi et évaluation et formation du coordinateur national basé à Bassikounou.

<i>Adressé à</i>	Priorité	Resource	temps
Equipe projet du BIT	Elevé	Aucune	Court-terme

1.CONTEXTE ET DESCRIPTION DU PROJET

1.1. Contexte²

En dépit de la conclusion d'un accord de paix au Mali en juin 2015, les retours de réfugiés à grande échelle ne sont pas encore attendus en raison de l'insécurité généralisée dans le pays (parties septentrionale et centrale). Le gouvernement mauritanien continue de garder ses frontières ouvertes à de nouveaux afflux. Bien que les retours volontaires soient peu nombreux, le United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) prévoit de nouveaux afflux dans la région du Hodh Ech Chargui (HEC), d'environ 71 000 réfugiés maliens d'ici 2021. En outre, la région du HEC est la région la plus isolée du sud-est de la Mauritanie par rapport aux pôles économiques nationaux, elle souffre d'une pauvreté extrême avec un taux élevé de 28% et un taux d'analphabétisme atteignant 51%.

Les réfugiés du camp de M'bera continuent de dépendre fortement de l'assistance alimentaire et doivent faire face à d'énormes difficultés pour gagner leur vie, en raison des possibilités d'emploi limitées, du manque de compétences professionnelles, de sources de revenus et d'activités économiques limitées. Appuyer la création de possibilités d'emploi dans la région, le développement des compétences techniques et professionnelles et l'utilisation durable des ressources locales sont des éléments essentiels pour améliorer l'autosuffisance et la stabilité sociale de cette population.

La promotion de la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés hôtes dans la région nécessite également d'une grande attention. Le camp de M'bera est situé à environ 2 kms de la communauté hôte la plus proche.

Par conséquent, il est indispensable de renforcer les emplois décents pour faire face à l'augmentation rapide du nombre de réfugiés et atténuer l'instabilité socio-économique, l'injustice et l'inégalité perçues entre réfugiés et communautés hôtes, et encourager les jeunes à contribuer au développement économique et à la paix.

^{2 2} UNHCR, « Réponse à la situation des réfugiés en Mauritanie », Réunion de planification, Nouakchott, March 2019

1.2. Description du Projet

Programme Pays de Travail Décent (PPTD) et Programme & Budget de l'OIT.

Le projet renforce la mise en œuvre de la «Recommandation (n ° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience», adoptée à la Conférence internationale du Travail en 2017.

Le PPTD 2012-2018 en Mauritanie est le cadre national sur le travail décent créé au niveau national avec le soutien de l'OIT. Le premier pilier du PPTD, «Promotion de l'emploi décent pour les jeunes femmes et hommes dans les zones urbaines et rurales», met en évidence la promotion de programmes d'investissement à forte intensité de main-d'œuvre avec l'utilisation des ressources locales dans le secteur de la construction. Le projet est également cohérent avec les stratégies de l'OIT «Programme et budget 2018-2019» de l'indicateur 1.4: «Nombre d'États membres dans lesquels les mandants ont renforcé leurs capacités en matière de politiques macroéconomiques favorables à l'emploi, ou ont développé et mis en œuvre des secteurs, industriels, commerciaux, investissements dans les infrastructures ou politiques environnementales pour la transformation structurelle et pour la promotion d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et la lutte contre les inégalités ».

Description de la modalité de financement et des contributions et rôle de l'OIT et des autres parties prenantes.

Le projet «*Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa* » exécuté par le BIT et financé à la hauteur de 1 million de dollars (US) par le Département d'État Américain (Bureau de la population, des réfugiés et des migrations) a été mis en œuvre entre le 1er septembre 2018 et le 30 octobre 2019 (les opérations ont démarré en novembre 2018 avec le recrutement de l'équipe du projet) en partenariat avec le SNU (UNHCR, PAM et Unicef), les autorités locales de Bassikounou, les leaders du camp de réfugiés et des ONG locales et Internationales.

Ce projet s'inspire des projets de l'OIT «Chantier Ecole d'Entretien Routier» et «PECOBAT » (Améliorer l'employabilité des jeunes et les capacités des Petites et Moyennes Entreprises (PME) par le développement de constructions et de matériaux locaux et une formation professionnelle en construction sur site), dans d'autres régions rurales du pays. Ces projets visent à améliorer l'employabilité des jeunes en fournissant une formation pratique au «Chantier Ecole» (formation à la construction sur place) - après une formation théorique de courte durée dans un centre de formation professionnelle, les étudiants appliquent les connaissances acquises sur les chantiers de construction et «apprennent en faisant».

Les objectifs du projet.

L'objectif général du projet est d'améliorer l'autosuffisance économique des réfugiés et de favoriser la coexistence avec les communautés hôtes grâce au développement de l'employabilité et au développement économique local à travers des travaux de construction d'infrastructures à base de main-d'œuvre.

Pour atteindre cet objectif à long terme, le projet vise à atteindre les **trois objectifs spécifiques** suivants:

1. Les jeunes femmes et hommes de différentes communautés, réfugiés et locaux, améliorent leur employabilité et acquièrent simultanément de l'expérience de travail en suivant une formation à la construction sur place dans les travaux de construction à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur les exercices pratiques et certifiée.
2. Les infrastructures, identifiées comme essentielles au développement économique local et aux services basés sur la chaîne de valeur et l'analyse du marché, sont construites par les jeunes en utilisant au maximum les matériaux locaux pour créer des opportunités d'emplois décents et promouvoir les activités économiques locales en assurant le lien entre assistance humanitaire et développement.
3. Le développement économique local est favorisé par un meilleur soutien des entreprises locales grâce à une meilleure organisation et participation des coopératives, des groupes locaux, de la société civile et des entreprises locales.

Les bénéficiaires du projet pour la période couverte par cette évaluation interne finale sont :

a. Directs:

- 440 jeunes femmes et hommes (âgé/es de 16 à 35 ans) améliorent leur employabilité en suivant une formation en construction sur place, 50% sont des jeunes réfugiés maliens et 50% des jeunes vivant dans les communautés hôtes à Bassikounou Moughata, au moins 40% sont des femmes (des catégories respectives).
- Au moins 100 jeunes femmes et hommes, 50% sont des jeunes réfugiés maliens et au moins 20% sont des femmes, obtiennent des opportunités d'emploi grâce aux services locaux de soutien aux entreprises et au développement économique local.

b. Indirects:

- Les populations de la Moughata de Bassikounou, communautés de réfugiés et hôtes, bénéficient d'un accès et de services améliorés grâce à au moins 2 infrastructures construites par les jeunes réfugiés et la jeunesse locale.

Principaux milestones de l'exécution du projet:

- Démarrage officiel du projet : 01 Septembre 2018 sur financement du Bureau pour la Population, les Réfugiés et la Migration (BPRM) du Département d'Etat Américain, et mis en œuvre par le Bureau international du Travail (BIT).
- Mise en place progressive de l'équipe projet, à la sélection des bénéficiaires, à l'identification, à la préparation et au lancement des premiers travaux de construction, notamment du Centre de Formation Professionnelle Polyvalent dans le camp de Mbera : Septembre – novembre 2018.
- En l'absence de dispositif de formation professionnelle dans la zone, le projet à travers l'utilisation de l'approche chantier-école et sous modalité régie direct a mobilisé des formateurs, des professionnels des métiers et d'un Cabinet d'encadrement des travaux techniques et pédagogiques. Sous la supervision de l'équipe du projet et des Spécialistes HIMO/Skills du BIT, le projet a lancé les premières formations diplômantes et qualifiantes des deux cents (200) bénéficiaires dans différents métiers de construction tels que : coffrage, maçonnerie, plomberie, topographie et les énergies renouvelables (Septembre – novembre 2018).
- Les partenaires au niveau national / mandants tripartites (représentants de la Moughataa (province) de Bassikounou, Inspection de l'Enseignement National - Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Comité des Leaders du camp de Mbera, 4 Mairies de la Moughataa de Bassikounou (Bassikounou, Fassala, Meghve et Thar), Réseau Départemental des Jeunes de la Moughataa de Bassikounou), UNHCR, UNICEF, Action Contre la Faim Espagne (ONG Int), COOPI (ONG Int), World Vision (ONG Int), Fédération Luthérienne Mondiale (ONG Int), SOS Désert (ONG locale), Ensemble Solidarité Développement (ONG locale) ont collaborés étroitement avec le projet depuis le démarrage de ses activités. A Bassikounou, il n'existe pas de représentation officielle des syndicats et des entreprises. En effet, pour faire face à cela, le projet a contacté les représentants des services publics en charge de la formation professionnelle, des représentants de l'ANAPEJ et des représentants des organisations professionnelles partenaires lesquels ont facilité le contact avec les autorités déconcentrées et décentralisées et participé à la sélection de la première cohorte de stagiaires et à la préparation de la mise en place du comité de suivi national et local du projet. Ainsi, pour mieux assurer le suivi des activités du projet, un comité technique de suivi (équivalent du comité de pilotage) a été mis en place tant au niveau national que local et a comporté les représentants des principaux partenaires du Projet (Septembre – novembre 2018).
- Deux journées de réflexion sur l'intégration socio-économique ont eu lieu respectivement les 13 et 21 février 2019 à la Mairie de Bassikounou et à la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie en présence de toutes les parties prenantes. Ces réflexions conjointes ont permis de lancer formellement le projet USDOS au niveau local et national, de valider son plan d'action opérationnel et le mandat du Comité technique de suivi des activités de l'OIT à Bassikounou Moughataa (province).
- Première réunion du Comité Technique de Suivi des Activités du BIT dans la Moughataa (province) de Bassikounou (27 mars 2019).

- Les stagiaires des communautés de réfugiés et d'accueil sont sélectionnés pour la première et la deuxième cohorte (200 jeunes et 125 respectivement et 75% d'hommes et 25% de femmes). Alors que la première cohorte passe dans la partie pratique de la formation, en mettant en pratique les connaissances acquises sur le chantier de construction du centre de formation de M'Bera, la deuxième cohorte commence les formations certifiantes et qualifiantes (partie théorique - avril 2019).
- Les huit nouvelles infrastructures sont identifiées par une approche participative, à travers l'étude de faisabilité pour la construction des infrastructures (Avril 2019).
- 5 coopératives sont soutenues depuis leur création et sont renforcées en termes de capacités organisationnelles et techniques (Avril 2019).
- 86 professionnels soutenus dans les compétences de construction selon les profils particuliers (producteurs de briques d'adobe, charpentiers métalliques, etc.) (Avril 2019).
- Un exercice de cartographie de 120 professionnels a été réalisé dans les secteurs suivants: soudeurs (15), maçons en terre (50), peintres (15) et maçons (40) ont été sélectionnés pour les travaux complémentaires de la deuxième cohorte afin de finaliser les travaux de construction du Centre de formation professionnelle (février – mai 2019).
- 200 certificats de fin de formation seront remis à la première cohorte de stagiaires fin octobre alors que le système de suivi et de validation des connaissances est en préparation avec la Direction de la formation professionnelle. Ces certifications font désormais partie du système national de certification.
- 25 coopératives locales sont soutenues depuis leur création et sont renforcées en termes de capacités organisationnelles et techniques (juillet - août 2019) .
- Développement d'un système de suivi et évaluation propre au projet (juillet - août 2019).
- Demande et acceptation d'une No Cost extension de 2 mois (juillet - août 2019).

2.OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

2.1. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

2.1.1. Propos, critères et questions clés de l'évaluation

Les propos de l'évaluation:

1. Evaluer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs déclarés et les résultats escomptés, tout en identifiant les facteurs et contraintes d'appui qui les ont conduits;
2. Identifier les résultats positifs et négatifs inattendus du projet
3. Evaluer dans quelle mesure les résultats du projet seront durables;
4. Etablir la pertinence de la conception de la stratégie et la mise en œuvre du projet par rapport aux cadres de développement de l'OIT, des Nations Unies et du développement national (c'est-à-dire les objectifs de développement durable et le UNDAF);
5. Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques potentielles, en particulier en ce qui concerne les modèles d'interventions pouvant être appliqués dans le futur;
6. Fournir des recommandations aux parties prenantes du projet pour promouvoir la durabilité et soutenir le développement futur des résultats du projet.

En cela, l'évaluation de la stratégie définie, des résultats atteints et des effets produits doit permettre de dégager les **principaux enseignements**, de valoriser les **bonnes pratiques** et d'identifier **de nouveaux besoins dans la perspective d'une future programmation**, ou d'amélioration, de consolidation ou de réorientation de l'action.

À l'issue de la mise en œuvre du projet, la présente évaluation a pour objectifs d'apporter un regard extérieur évaluatif final au vu des critères classiquement usités au sein de l'OCDE/CAD mais aussi du SNU et plus spécifiquement du BIT.

Les termes de références posent six séries de questions évaluatives autour de :

1. « *Validité de la conception et pertinence du projet*
2. *l'avancement du projet et son efficacité,*
3. *l'efficacité de l'utilisation des ressources,*
4. *la durabilité de l'intervention,*
5. *le genre*
6. le tripartisme et le dialogue social. »

En résumé, il conviendra de dresser le bilan des réalisations du projet en analysant les processus ayant pu faciliter ou, au contraire, gêner l'atteinte des résultats attendus ; d'apprécier plus généralement la pertinence, efficacité, efficience, durabilité, genre, tripartisme et dialogue social; de dégager les forces et les faiblesses du projet et tirer des enseignements de la mise en œuvre des activités.

En accord avec les TdR, l'évaluateur a examiné les critères et questions d'évaluation suivantes³ :

1. Validité de la conception et pertinence du projet

- a. Le projet est-il cohérent avec les objectifs du gouvernement, de l'OIT et des partenaires sociaux de la Mauritanie (par exemple, le Plan de partenariat pour le développement durable des Nations Unies 2018-2022 (CPDD), les résultats du programme de pays de l'OIT, programme par pays de promotion du travail décent 2012-2018)?
- b. Le projet répond-il aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil locales en matière de travail décent, d'emploi et de développement économique local?
- c. Comment le projet complète-t-il et s'harmonise-t-il avec les autres programmes et projets de l'OIT en cours dans le pays?
- d. Les résultats étaient-ils réalisables ou trop ambitieux?

2. Implémentation du projet et son efficacité

- a. Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs et ses produits, avec une attention particulière pour l'amélioration de l'employabilité des réfugiés, la construction des infrastructures et le développement économique local?
- b. Quels ont été les principaux facteurs challenging et contribuant au projet d'atteindre ses objectifs?
- c. Quels, le cas échéant, résultats inattendus du projet ont été identifiés ou perçus?
- d. Comment le cadre de suivi et évaluation du projet a-t-il soutenu la mise en œuvre effective?
- e. Le projet a-t-il travaillé de manière stratégique avec les partenaires / parties prenantes externes identifiés?

3. Efficience de l'utilisation des ressources

- a. Dans quelle mesure les ressources: ressources humaines, temps, expertise, fonds. Ont-elles été affectées et utilisées pour fournir le soutien nécessaire à la réalisation des objectifs du projet, y compris l'équipe de projet et l'appui de l'OIT au CO et dans les autres divisions de l'OIT, le cas échéant?

4. Durabilité de l'intervention

- a. Quelles démarches le projet a-t-il entrepris pour travailler conjointement avec les réfugiés, les communautés hôtes locales et les autorités locales afin de mettre en œuvre la stratégie de durabilité et de sortie du projet?
- b. Comment les résultats du projet seront-ils intégrés au prochain programme par pays de l'OIT pour le travail décent 2018-2022?
- c. Dans quelle mesure les ressources locales / nationales ont-elles été identifiées pour mettre en œuvre des activités à cet égard?
- d. Quelles autres mesures concrètes peuvent être prises pour assurer la durabilité?

³ Une suppression des questions sur le genre et tripartisme a été réalisée (duplication) en accord avec l'évaluation manager de l'OIT.

5. L'intégration de l'approche genre⁴

a. Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions d'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation?

6. Tripartisme et dialogue social⁵

a. Les mandants tripartites ont-ils participé à la conception et à la mise en œuvre du projet? Quel rôle ont-ils joué?

b. Les résultats et les études du projet ont-ils été partagés avec les mandants tripartites et des recommandations spécifiques ont-elles été traitées de manière tripartite ?

2.1.2. Enjeux et objectifs de l'évaluation

L'évaluation interne finale du projet répond à **un triple enjeu** :

- Un **enjeu de redevabilité** vis-à-vis du bailleur de fonds (USDOS-BPRM) et des parties prenantes du projet;
- La **nécessité d'apprécier la démarche globale du projet**, ses effets directs et indirects, d'améliorer ses pratiques, sa gouvernance et ses outils de fonctionnement ;
- Un **enjeu de durabilité et d'apprentissage** : l'évaluation doit servir de support à **l'ajustement de la stratégie d'intervention** des partenaires. Les résultats de l'évaluation doivent permettre de formuler des recommandations pratiques, des leçons apprises et de bonnes pratiques directement applicables pour réorienter l'action. L'évaluation doit pouvoir éclairer les choix stratégiques d'intervention en Mauritanie et dans la région et affiner les critères de soutien au projet.

A partir de ces enjeux, **deux objectifs principaux se dessinent** :

1. L'évaluation est tout d'abord de nature **rétrospective et sommative** en s'appuyant sur les critères d'évaluation établis par le SNU mais aussi l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) (**pertinence, efficacité, efficience, durabilité, genre, tripartisme et dialogue social**) tout en portant une attention particulière aux capacités de mise en œuvre du BIT et à l'implication des partenaires mauritaniens, du SNU et à l'effort de capitalisation.
2. Elle est ensuite de nature **prospective et formative** pour contribuer à la définition de nouvelles orientations stratégiques et opérationnelles pour le BIT et envisager si besoin des mesures correctives pour ses intervention similaires.

2.1.3. Champ de l'évaluation

L'évaluation interne finale a couvert les résultats planifiés (3) dans le cadre du projet en Mauritanie, avec une attention particulière aux synergies entre les différentes

⁴ Cette question était dupliquée dans les termes de référence, en accord avec le manager de cette évaluation auprès de l'OIT, il a été décidé de la laisser seulement dans ce critère.

⁵ Cette question était dupliquée dans les termes de référence, en accord avec le manager de cette évaluation auprès de l'OIT, il a été décidé de la laisser seulement dans ce critère.

composantes. L'évaluation a porté sur tous les 3 résultats qui ont été produits depuis le début du projet jusqu'à Octobre 2019.

L'évaluation a concerné l'ensemble des zones couvertes par le projet ; le camp de M'bera, Bassikounou et Nouakchott, retenues pour faire l'objet de visites sur le terrain par l'évaluateur.

2.1.4. Destinataires de l'évaluation

Les principaux destinataires de l'évaluation sont, le gouvernement de la Mauritanie comme pays bénéficiaire, l'OIT et ses mandants comme exécuter du projet, l'UNHCR, Unicef, PAM ainsi que d'autres parties prenantes concernées et USDOS-BPRM en tant que bailleur de fonds. En outre, les bureaux de l'OIT et le personnel impliqué dans le projet (Alger, Le Caire et Genève). Le processus d'évaluation a été participatif. Les conclusions et recommandations de l'évaluation seront utilisées par l'OIT, les mandants tripartites nationaux et USDOS-BPRM pour contribuer à la durabilité des résultats du projet.

2.2. MÉTHODOLOGIE

L'évaluation finale a été conduite conformément à la politique et aux procédures d'évaluation du BIT pour tous les projets dont le budget est de 1 million USD et a appliqué les critères d'évaluation établis par les normes de qualité pour l'évaluation du développement de l'OCDE/CAD et l'UNEG Code of Conduct for Evaluation in the UN System. Les critères d'évaluation sont la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et durabilité et le genre.

L'évaluation a, en outre, suivi les directives relatives à l'évaluation axée sur les résultats du Département de l'évaluation du BIT (EVAL) contenues dans les «Principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation (3e édition)», et plus particulièrement la liste de contrôle «Préparation du rapport d'évaluation».

L'évaluation a utilisé des méthodes de collecte de données qualitatives. Des données quantitatives ont été extraites, également, des documents du projet, des rapports et entretiens semi-directifs, dans la mesure où elles étaient disponibles et intégrées dans l'analyse. Les méthodes de collecte de données et les perspectives des parties prenantes ont été triangulées pour augmenter la crédibilité et la validité des résultats. Les processus d'entretiens semi-directifs ont été assez flexibles pour permettre l'inclusion de questions supplémentaires, afin d'assurer que les informations clés soient obtenues. Chaque entretien a suivi un guide d'entretien.

Pour mesurer les aspects comme le genre, la non-discrimination, le dialogue social, la durabilité environnementale, le NITs et le tripartisme, en tant que préoccupation transversale dans tous ses résultats et processus, l'évaluation les a intégrés et mesurés lors de l'étude de documents clés mis à disposition par l'équipe du projet (desk review), des entretiens semi directifs, directifs avec les stakeholders.

2.2.1. Calendrier d'évaluation.

L'évaluation interne finale a été réalisée entre le 11 novembre et le 19 décembre 2019. L'évaluateur a examiné les documents de projet partagés, mis au point les instruments de collecte des données et préparé le travail de terrain (Nouakchott : 25 -28 novembre et 05 décembre pour la restitution et Bassikounou - Camp de M'bera : 29 novembre au 04 décembre, réalisant la restitution aux partenaires in situ, le mardi 03 décembre). Le travail sur le terrain a été réalisé du 25 novembre au 05 décembre en Mauritanie. Le calendrier des activités d'évaluation apparaît dans l'annexe 5. Le rapport final a été rédigé entre le 06 et 19 décembre.

2.2.2. Méthodes de collecte de données.

Pour la collecte des données primaires et secondaires l'évaluateur a utilisé différentes techniques et méthodes d'évaluation. Les données primaires se composaient d'informations recueillies directement auprès des intervenants, au sujet de leur expérience directe dans les interventions. Pour la quête de ces données, l'évaluateur s'est servi de l'observation directe, de réunions, de groupes et d'entretiens avec les différents intervenants. Les entretiens ont facilité une compréhension approfondie du projet et de ses résultats et ont, aussi, permis d'identifier les facteurs qui ont contribué aux changements produits par le projet. La collecte de données à travers des entretiens et de groupes de discussion a été réalisée de manière confidentielle. Les données secondaires font référence à différentes sources documentaires, qui ont un rapport direct avec le projet, et qui ont été produites par le BIT, d'autres personnes ou organismes, à des fins autres que celles de l'évaluation.

Les techniques et méthodes de l'évaluation comprennent les éléments décrits ci-dessous.

2.2.3. L'analyse documentaire

Elle a concerné l'ensemble des documents mis à disposition par le BIT, mais aussi tout document complémentaire qui pouvait éclairer la compréhension du contexte d'intervention et l'analyse des éventuelles difficultés auxquelles a fait face le projet pour atteindre les objectifs fixés (documents du projet: convention de partenariat avec l'USDOS – BPRM, rapports d'activités du projet, compte-rendu du comité de pilotage, d'ateliers, de réunions techniques, produits d'activités, politiques nationales, études...).
Voir l'annexe 6 : Bibliographie - liste des documents révisés.

2.2.4. Les entretiens.

L'évaluateur a mené une enquête sur le terrain, celle-ci a constitué le cœur de la collecte de données. Elle se compose de 13 entretiens semi directifs avec des intervenants clé (entretien face à face ou par skype) et a réalisé 34 entretiens directifs aléatoires avec les bénéficiaires du projet au moment de leur formation sur le chantier (24 réfugiés et 10 communautés hôtes / 19 femmes et 15 hommes / 82% entre 20 et 30 ans), avec l'appui du logiciel Kobotools.

Les principaux interlocuteurs de la mission ont été :

1. L'équipe du projet / du BIT à Nouakchott et Bassikounou: conseiller technique principal, coordinateurs international et national du projet, consultants du projet.
2. Personnel et experts de l'OIT à Alger.
3. Les partenaires institutionnels et opérationnels locaux du projet à Nouakchott et Bassikounou : Directeur adjoint de la Formation Technique et Professionnelle.
4. Les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux du projet à Nouakchott et Bassikounou : UNHCR, UNICEF, PAM.
5. Un échantillon aléatoire de 34 bénéficiaires à Bassikounou (24 réfugiés et 10 communauté hôte / 19 femmes et 15 hommes / 82% entre 20 et 30 ans), réalisé directement sur les chantiers de formation, avec l'appui d'un traducteur malien (bénéficiaire issu des formations).

Voir l'annexe 4 pour obtenir une liste détaillée des intervenants qui ont été interviewés.

2.2.5. Les visites sur le terrain

Le travail sur le terrain a été réalisé du 25 novembre au 05 décembre 2019 :

- Nouakchott : 25 -28 novembre et 05 décembre pour la restitution
- Bassikounou - Camp de M'Bera : 29 novembre au 04 décembre, réalisant la restitution aux partenaires in situ, le mardi 03 décembre.

2.2.6. Restitutions à chaud avec stakeholders

L'évaluateur a organisé 2 restitutions à chaud avec les stakeholders à Bassikounou (03 décembre) et à Nouakchott (05 décembre), pour présenter et discuter les conclusions initiales.

2.2.7. Limites

L'organisation tardive de l'agenda d'entretiens sur le terrain n'a permis qu'une partie de ceux-ci, ce qui a limité le nombre d'acteurs participant à cette évaluation (dont le bailleur USDOS). Ceci se doit principalement à un malentendu de lead de la coordination de l'agenda entre l'équipe du projet à Nouakchott et l'évaluateur.

Pour les entretiens prévus à Bassikounou et camp de M'Bera, ceux-ci se sont vu affectés par la mission de l'ambassadeur de l'Union Européenne et autre bailleur invité (gouvernement du Canada), laquelle s'est déroulée durant les mêmes jours que cette évaluation.

Les résultats de l'évaluation reposent sur des données recueillies à partir de documents d'information et d'entretiens semi-directifs et directifs avec les parties prenantes et le personnel du projet. L'exactitude des résultats de l'évaluation est déterminée par l'intégrité des informations fournies à l'évaluateur par ces sources et la capacité de l'évaluateur de trianguler cette information.

L'évaluateur est de l'avis que l'échantillon représente fidèlement les vues et les expériences des parties prenantes et les bénéficiaires du projet ; car selon l'équipe du projet et parties prenantes consultés, sauf le bailleur de fonds USDOS BPRM, il a eu accès aux partenaires et personnes clé du projet.

3.CONSTATS

Les constats suivants sont basés sur les comptes rendus de documents, rapports liés au projet et les entretiens menés durant la phase de travail sur le terrain. Les conclusions répondent aux questions clés listées dans les Termes de Référence (TdR) et sont présentées suivant les catégories d'évaluation suivantes :

1. *« la validité et pertinence du modèle d'intervention,*
2. *l'exécution du projet et son efficacité,*
3. *l'efficience de l'utilisation des ressources,*
4. *la durabilité de l'intervention,*
5. *le genre,*
6. *le tripartisme et le dialogue social ».*

3.1. VALIDITÉ ET PERTINENCE DU MODÈLE D'INTERVENTION

Dans cette partie, l'étude évalue jusqu'à quel point : le cadre du projet était pertinent pour en faire un instrument de mise en œuvre des stratégies de développement du pays; si le projet est complémentaire et cohérent avec d'autres programmes et projets de l'OIT en cours en Mauritanie ; et, quels sont les liens établis avec les autres activités des Nations Unies ou d'autres organisations internationales d'aide au développement au niveau local.

3.1.1. Une pertinence globale et une adaptation stratégique indéniables

Il est important de préciser que ce projet est inspiré et adapté au nexus humanitaire - développement, depuis l'apprentissage dans l'exécution de deux projets de l'OIT en Mauritanie avec un fort ancrage et cohérence «Chantier Ecole d'Entretien Routier 2015 – 2017 » et «PECOBAT 2016 - 2020» (Améliorer l'employabilité des jeunes et les capacités des Petites et Moyennes Entreprises (PME) par le développement de constructions et de matériaux locaux et une formation professionnelle en construction sur site), dans d'autres régions rurales du pays. Ces projets visent à améliorer l'employabilité des jeunes en fournissant une formation pratique au «Chantier Ecole» (formation à la construction sur place) - après une formation théorique de courte durée dans un centre de formation professionnelle, les étudiants appliquent les connaissances acquises sur les chantiers de construction et «apprennent en faisant».

Le projet a été conçu de manière participative avec une forte cohérence en termes de politiques et stratégies nationales et internationales. Selon les entretiens réalisés et sources secondaires consultées, le projet est cohérent avec :

- Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030) : celle-ci est axée sur l'Agenda Mondial 2030 et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les trois leviers de la SCAPP sont: 1. Croissance forte et inclusive, 2. Capital humain, 3. Gouvernance. La promotion d'emploi productif et le travail décent pour tous et particulièrement des jeunes, représente un élément important dans le levier du capital humain.
- Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE 2018 – 2030) : son objectif central est de résorber les déficits quantitatifs et qualitatifs de l'emploi. Axe stratégique 1: Articuler PNE et politiques sectorielles. Axe stratégique 2: Soutenir le développement du capital humain. Axe stratégique 3: Développer une structure d'encadrement de proximité: le rôle de coordination et de dynamisation de l'ANAPEJ. Axe stratégique 4: Développer le cadre de gouvernance: prévision, concertation, financement et suivi-évaluation.
- Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (SNIG 2015) : ses objectifs stratégiques étant: 1. Elimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes, 2. Renforcer et atteindre l'égalité en matière de jouissance effective par les femmes mauritaniennes de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Axe transversal: l'intégration du genre dans la législation, politiques, programmes sectoriels; Axe vertical: mise en œuvre des mesures spécifiques et actions positives (i.e. la lutte contre les violences, les stéréotypes de genre, la prise de la décision, le plaidoyer pour les réformes juridiques).
- Stratégie des nations unies pour la promotion de l'autonomisation des réfugiés et la résilience des communautés Hôtes 2018 – 2022 pour la Moughataa de Bassikounou : Axe 2 – Emploi, filières et activités génératrices de revenus durables ; Renforcer les chaines de valeur et les filières locales porteuses d'opportunités économiques; Renforcer les compétences, l'employabilité, l'emploi et l'entrepreneuriat. Axe#3 – Environnement, énergies propres et emplois verts ; Promouvoir l'utilisation d'énergies propres et les emplois verts. Axe 4 – Gouvernance ; Renforcer les structures de concertation et de coordination des acteurs institutionnels en lien avec les acteurs humanitaires et de développement; Contribuer au développement macroéconomique de la Moughataa; Pérenniser les infrastructures et services humanitaires du camp et favoriser l'appropriation par les services techniques de l'état, les collectivités et les communautés. Axe 5 - Prévention des risques de catastrophes et de conflits ; Réduire la vulnérabilité des jeunes aux idéaux radicaux violents.
- Programme pays de travail décent (OIT 2012 - 2018) : s'articule autour de trois grands axes prioritaires: 1. la promotion d'emplois décents pour les jeunes et femmes, en milieux urbain et rural; 2. le renforcement et l'extension de la protection sociale; 3. l'instauration d'une culture du dialogue social pour promouvoir la paix sociale et le développement des entreprises.
- Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD 2018-2022) : il souligne spécifiquement la nécessité de développer les infrastructures à Bassikounou Moughataa grâce à des investissements à forte intensité d'emploi pour créer des

opportunités d'emploi immédiates, améliorer la formation technique et professionnelle et atténuer les tensions entre les réfugiés et les communautés hôtes.

- Objectifs de développement durable (ODD): Le projet contribue à l'ODD 1: Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde; ODD 5: réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; ODD 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous; ODD 13: Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts ; ODD 16: Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et construire des structures efficaces, responsables et inclusives.

Ainsi, en réalisant un alignement stratégique avec les documents cités ci-dessus, il se situe et favorise le nexus entre un projet humanitaire et un de développement, contribuant avec son approche de formation professionnelle, d'employabilité des jeunes femmes et hommes et développement économique local à la coexistence pacifique entre communautés hôtes et réfugiés.

3.1.2. Une réponse opportune aux besoins des réfugiés et des communautés hôtes en matière de travail décent, d'emploi et de développement économique local.

La ville de Bassikounou et le camp de Mbera sont devenus de facto la quatrième ville la plus peuplée de Mauritanie. Cette dernière, comme de nombreuses villes mauritaniennes, souffrait, déjà d'un important déficit en infrastructures et en termes de services de base qui n'a pas encore été comblé par rapport à la taille de la population concernée . De plus, la dispersion des populations au sein de nombreux petits villages sur le territoire de la Moughataa de Bassikounou (province du Hod Ech Chargui, où le projet est implémenté), ne permet pas de concentrer l'offre des services de bases, et donc de rentabiliser les investissements consentis pour les rendre accessibles.

Il est nécessaire de déployer des actions de mitigation de l'impact de la présence des réfugiés et de développer des programmes visant à améliorer les conditions de vie des populations hôtes, qui sont parfois aussi vulnérables que les réfugiés. Pour assurer la coexistence pacifique entre les communautés, il sera nécessaire de favoriser le développement économique et social des populations hôtes. La création d'activités économiques et l'appui au développement des activités existantes sont des solutions pertinentes pour assurer la cohésion sociale entre population réfugiée et la population hôte⁶.

Dans ce contexte, les communautés hôtes et les réfugiés de Bassikounou Moughataa ont besoin d'une transition de l'aide humanitaire à court terme à l'intégration du développement socio-économique à moyen terme. La localisation des activités économiques, y compris la promotion de l'utilisation des ressources locales, la création d'emplois locaux et la réponse au changement climatique et aux contextes socio-économiques locaux, seront la clé du développement durable. Les jeunes réfugiés et les

⁶Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes. UNHCR. Octobre 2019

jeunes locaux seront le principal acteur de cette transition car les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 15,2% de la population totale du camp de Mbera et plus de 40% de la population du camps de Mbera et de Bassikounou sont à l'âge actif de travail (37,29% se situe entre l'âge de 18-59 ans à Mbera Camp, 49% entre 15-64 ans à Bassikounou)

Selon les entretiens et sources secondaires consultées, Il existe un consensus généralisé sur la pertinence de la conception globale du projet. Le projet s'attaque aux besoins profonds des communautés hôtes et réfugiés en matière de travail décent, d'emploi et de développement économique local.

Ci-dessous, un tableau qui présente comment le projet a répondu lors de sa conception et implémentation aux besoins.

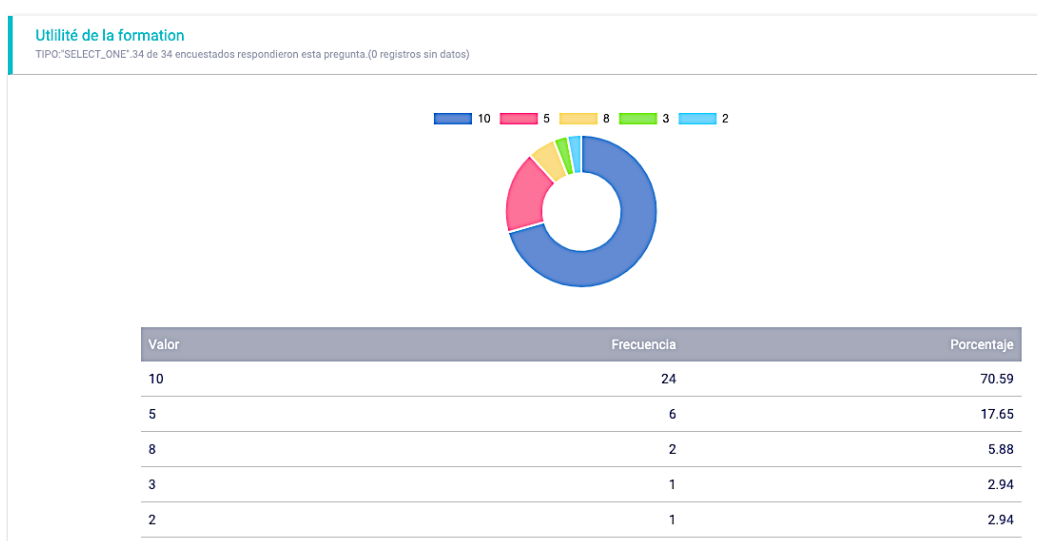
Critères	Études et analyses qui appuient les besoins identifiés	Résultats du projet	Population cible
Emploi et Travail décent	- Stratégie multisectorielle intégrée d'appui aux populations hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou 2018- 2022", UNHCR and WFP, Feb 2018. - Infrastructures à Bassikounou. Dimensionnement, Cartographie, priorisation et éléments de faisabilité (BIT) - Énergie pour le développement dans la Moughataa de Bassikounou. Proposition de solutions pour l'approvisionnement d'énergie en assurant sa durabilité (Ecotech, BIT) - Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants Cartographie des enjeux environnementaux et orientations	R2. Les infrastructures, identifiées comme essentielles au développement économique local et aux services basés sur la chaîne de valeur et l'analyse du marché, sont construites par les jeunes en utilisant au maximum les matériaux locaux pour créer des opportunités d'emplois décents et promouvoir les activités économiques locales en assurant le lien entre assistance humanitaire et développement.	Au moins 2 infrastructures sont construites par des jeunes réfugiés et des jeunes locaux dans le cadre d'une formation à la construction sur place. Toutes les infrastructures sont construites en utilisant des ressources disponibles localement. 100% des infrastructures construites (bâtiments) sont équipées d'énergie solaire et ont accès à l'eau. 100% des infrastructures construites sont entretenues et gérées par des groupes locaux, dont les membres de la direction ont plus de 50% de femmes et au moins une femme à des postes de responsabilité (présidente, etc.).
		R1. Les jeunes femmes et hommes de différentes communautés,	440 jeunes femmes et hommes (âgés de 16 à 35 ans) améliorent l'employabilité en suivant

	stratégiques (MS, BIT, octobre 2019) - Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines. Analyse des chaînes de valeur (UNHCR, BIT, DUE avril 2018)	réfugiés et locaux, améliorent leur employabilité et acquièrent simultanément de l'expérience de travail en suivant une formation à la construction sur place dans les travaux de construction à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur les exercices pratiques et certifiée.	une formation en construction sur place, avec 50% de jeunes réfugiés et 50% de jeunes vivant dans des communautés d'accueil à Bassikounou Moughata et plus de 40% des catégories respectives sont des femmes . 100% des stagiaires ayant suivi une formation en construction sur place reçoivent des certifications selon le système national de certification.
Développement économique local	Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines. Analyse des chaînes de valeur (UNHCR, BIT DUE avril 2018)	R.3. Le développement économique local est favorisé par un meilleur soutien des entreprises locales grâce à une meilleure organisation et participation des coopératives, des groupes locaux, de la société civile et des entreprises locales.	Au moins 30 entreprises nationales et locales ont accès et utilisent les services de soutien aux entreprises locales avec une capacité renforcée. Au moins 100 opportunités d'emploi sont créées grâce au soutien des services de soutien aux entreprises pour les jeunes réfugiés et les jeunes locaux (16-35 ans) au moins 50% de la population réfugiée et au moins 20% des femmes.

Un autre critère d'appréciation de la haute satisfaction des besoins des jeunes femmes et hommes réfugiés et communautés hôtes, est celui réalisé via les entretiens directs (avec appui du logiciel Kobotools). Ci-dessous des graphiques résumant leurs réponses aux entretiens.

Question : Quelle est votre satisfaction globale du programme de formation ? (Appréciation de 0 à 10).

On peut apprécier sur ce graphique que 70% des interviewés ont valorisé en 10 leur niveau de satisfaction.

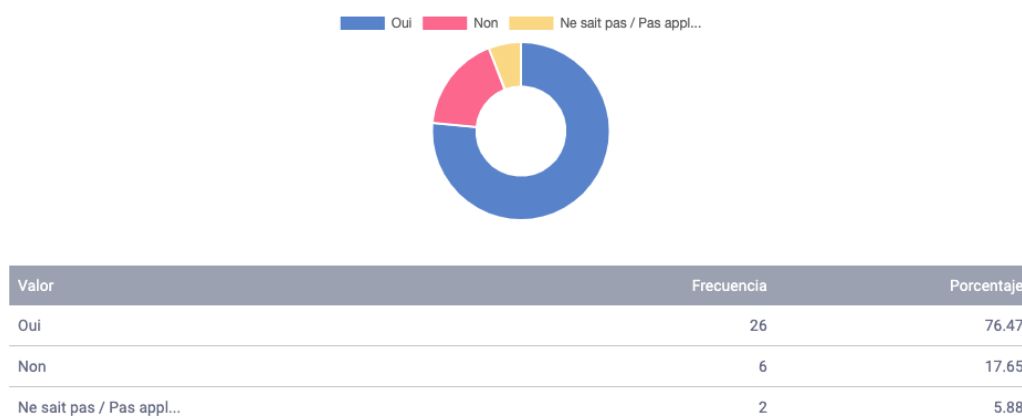


Question : Mes conditions de vie se sont améliorées suite à la formation reçue par le projet ? (Appréciation : Oui / Non / Ne sait pas)

On peut apprécier sur ce graphique que 76% des interviewés affirment que leurs conditions de vie se sont améliorées suite à la formation reçue par le projet.

Mes conditions de vie se sont améliorées suite à la formation reçue par le projet

TIPO: "SELECT_ONE". 34 de 34 encuestados respondieron esta pregunta. (0 registros sin datos)



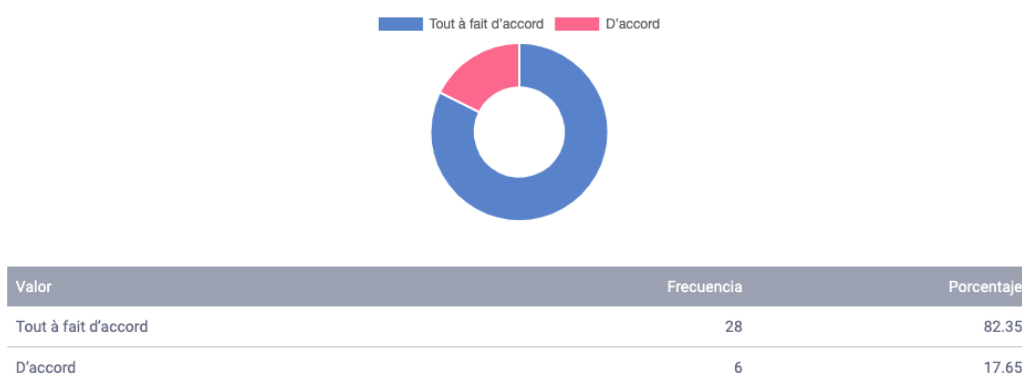
Question : La formation reçue m'a inspiré à chercher du travail ??

(Appréciation : Tout à fait en désaccord, En désaccord, D'accord, Tout à fait d'accord, Ne sait pas)

On peut apprécier sur ce graphique que 82% des interviewés affirment être tout à fait d'accord avec la question.

La formation reçue m'a inspiré à chercher du travail ?

:"SELECT_ONE":34 de 34 encuestados respondieron esta pregunta.(0 registros sin datos)



3.1.3. Harmonisation avec d'autres programmes et projets de l'OIT en Mauritanie.

Selon les entretiens semi directifs avec l'équipe du projet à Nouakchott et Bassikounou – camp de M'Bera et le document de projet soumis à USDOS-BPRM (PRODOC), le projet est conçu avec la pleine utilisation des leçons apprises et des connaissances et expériences accumulées dans deux projets récents, «Chantier Ecole d'Entretien Routier» de 2015 à 2017 et «PECOBAT (Améliorer l'employabilité des jeunes et les capacités des PME par le développement de constructions et de matériaux locaux et la formation professionnelle à la construction sur site)» de 2016 à 2020 dans d'autres régions rurales du pays. Ces projets visent à améliorer l'employabilité des jeunes en dispensant une formation pratique au «Chantier Ecole (formation sur chantier)», après une formation théorique de courte durée dans un centre de formation professionnelle, les étudiants appliquent les connaissances acquises sur les chantiers et «apprendre en faisant».

Dans ce cadre, l'OIT a réalisé une analyse de la chaîne de valeur du secteur de la construction avec un accent particulier sur l'utilisation de matériaux locaux et durables dans la région ciblée afin d'identifier de nouvelles opportunités et de nouveaux besoins en infrastructures.

Un projet pilote a également été réalisé, comme convenu avec l'UNHCR, dans le cadre de la formation continue dans d'autres régions pour les techniciens en maçonnerie de terre et en énergie solaire. Un certain nombre de réfugiés maliens sont formés parmi les Mauritaniens. Ce projet pilote a permis au BIT de tester la pertinence de la méthodologie de formation pour la population concernée en Mauritanie

Le BIT a également soutenu l'UNHCR dans l'identification initiale d'autres chaînes de valeur potentielles telles que les huiles d'arbres locales, le cuir et la transformation de la viande. Cette analyse de l'OIT basée sur le marché a identifié les besoins de création d'emplois et de formation et les lacunes pour le développement du marché local.

Les enseignements tirés de ces projets, entre autres, sont les suivants:

- Améliorer les techniques à forte intensité de main-d'œuvre et la certification de formation durable;
- Optimiser le potentiel des investissements dans les infrastructures pour créer des emplois, cibler la création d'emplois productifs et une redistribution plus large des revenus;
- Renforcer l'équivalence de la formation aux besoins réels du marché de travail dans la construction et promouvoir l'utilisation de matériaux locaux.
- Améliorer l'employabilité des jeunes et leur insertion dans un marché de travail prometteur, notamment la construction bio-climatique avec l'utilisation de matériaux locaux.

Les deux projets ont prouvé l'efficacité du mécanisme et de la méthodologie de l'approche «Chantier Ecole (formation à la construction sur site)» comme innovante et appropriée en Mauritanie.

En outre, l'OIT a lancé un autre projet dans le secteur de la pêche artisanale en 2017 afin de promouvoir le développement local et territorial, les infrastructures pour les activités de transformation locales et l'employabilité dans les zones reculées.

En ce qui concerne la création d'emplois pour les jeunes, le BIT a aussi mis en œuvre le projet «Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour les jeunes en Mauritanie» de 2012 à 2014. Le BIT et ses partenaires ont soutenu le renforcement des capacités des institutions liées au marché du travail pour développer également des politiques et des programmes inclusifs d'emploi des jeunes.

Tous les projets précédents de l'OIT en Mauritanie ciblent les populations exclues et vulnérables, y compris les jeunes.

3.1.4. Une conception de projet réaliste

Selon les entretiens semi-directifs réalisés avec l'équipe du projet, les partenaires à Nouakchott, Bassikounou et camp de M'Bera et les documents partagés pour cette évaluation (document de projet – PRODOC, 4 rapports trimestriels, l'outil de suivi et évaluation développé par Ecotech-BIT); il en ressort une appréciation globale que les résultats planifiés pour cette première année étaient réalisables. Cette affirmation se base sur le haut degré d'atteinte des résultats rapportés.

Néanmoins, un suivi et mitigation doivent être réalisés aux différents obstacles identifiés dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire (approvisionnement de matériaux à M'Bera, absentéisme des apprentis, lourdeur administrative interne – gestion des contrats avec prestataires, renforcement des RH à Bassikounou – camp de M'Bera).

Ces obstacles ont eu un impact direct sur la performance du projet, par exemple la construction des 2 infrastructures (centre de formation et la première moitié de la route d'accès de 10,8 km entre le camp de M'Bera et l'axe Fassala-Bassikounou) sont en cours de finalisation. Selon les interviewés, ces 2 infrastructures sont à 75% d'exécution et devraient être finalisées dans les prochains mois; celle-ci est assurée par le BIT.

Une importance a aussi été donnée au niveau d'approfondissement et ancrage du projet, car les résultats sont « phasés » : Formation / Infrastructure / impact. Pour répondre à cela, des observations préliminaires ont été formulés par les interviewés :

- Continuer sur le travail de phasage et assurer l'approche insertion.
- Créer des conditions plus larges pour assurer un ancrage des partenaires sur l'approche.
- Évolution vers une vision de moyen terme.
- Favoriser le lead sur les moyens d'existence pour favoriser la transition vers le développement local.

Le BIT, suite à cette première expérience en Mauritanie d'un projet de ce type (nexus humanitaire – développement), devrait pivoter vers une vision stratégique programmatique à moyen terme sur son intervention au camp de M'Bera en continuant avec son approche par phase (Formation / Infrastructure / impact), créant ainsi des conditions pour l'ancrage des partenaires et favorisant la mise en place de moyens d'existence et développement économique local pour assurer la transition d'un projet humanitaire vers un de développement.

3.2. L'EXÉCUTION DU PROJET ET SON EFFICACITÉ

Cette section examine de manière globale les progrès du projet jusqu'à présent, les produits attendus qui ont été réalisés, ainsi que les facteurs qui ont contribué au succès ou ont constitué des contraintes à l'atteinte des résultats.

3.2.1 Les résultats du projet

Les activités qui ont été menées sont celles qui avaient été planifiées et le projet a atteint de très bons résultats dans la majorité de ses indicateurs de ses 3 résultats. De même, l'évaluateur, à travers les entretiens et l'analyse des 4 rapports trimestriels, a pu vérifier que les résultats du projet sont reconnus par les partenaires et bénéficiaires.

Afin d'être clairs et concrets, l'évaluateur a choisi de souligner ci-dessous ceux considérés comme les plus significatifs en termes de niveau de réussite et impact sur les bénéficiaires, et les a ordonnés par les 3 résultats du projet⁷.

⁷ Une analyse complète du cadre logique se trouve en annexe 9

R1. *Les jeunes femmes et hommes de différentes communautés, réfugiés et locaux, améliorent leur employabilité et acquièrent simultanément de l'expérience de travail en suivant une formation à la construction sur place dans les travaux de construction à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur les exercices pratiques et certifiée.*

Indicateur 1. *440 jeunes femmes et hommes (16-35 ans) améliorent l'employabilité en suivant une formation en construction sur place, avec 50% de jeunes réfugiés et 50% de jeunes vivant dans des communautés d'accueil dans la Moughata de Bassikounou et plus de 40% des catégories respectives sont des femmes :*

101% de réussite (200 (1ère cohorte) + 125 (2ème cohorte) + 120 (cohorte supplémentaire) = 445). De ceux-ci, 35% sont des femmes. Au moment de l'évaluation, l'évaluateur n'a pas eu l'information pour confirmer le % de bénéficiaires final désagrégé par réfugiés et population hôte, néanmoins selon les entretiens, une estimation est faite de 55% réfugiés et 45% population hôte. Cette information est préparée pour le rapport final à soumettre au bailleur USDOS – BPRM en janvier 2019.

Indicateur 2. *100% des stagiaires ayant suivi la formation sur le terrain reçoivent des certifications selon le système national de certification :*

100% de réussite, 200 certificats de fin de formation sont remis à la première cohorte de stagiaires fin octobre. Le système de suivi et validation des connaissances est en cours de préparation avec la Direction de la formation professionnelle. Ces certifications feront désormais partie du système national de certification. Au moment de l'évaluation, l'évaluateur n'a pas eu l'information pour confirmer le % de bénéficiaires désagrégé par genre, réfugiés et population hôte. Cette information est préparée pour le rapport final à soumettre au bailleur USDOS – BPRM en janvier 2019.

R2. *Les infrastructures, identifiées comme essentielles au développement économique local et aux services basés sur la chaîne de valeur et l'analyse du marché, sont construites par les jeunes en utilisant au maximum les matériaux locaux pour créer des opportunités d'emplois décents et promouvoir les activités économiques locales en assurant le lien entre assistance humanitaire et développement.*

Indicateur 1. *Au moins 2 infrastructures sont construites par les jeunes réfugiés et communauté hôte, dans le cadre de la formation sur le terrain, ce qui contribue directement aux activités économiques locales telles que définies par l'analyse territoriale, de la chaîne de valeur et du marché :*

Selon l'équipe du projet, ces 2 infrastructures sont à 75%⁸ d'exécution et devraient être finalisées dans les prochains mois ; Le BIT prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la finalisation des deux infrastructures. Il est important de préciser que ce retard est expliqué par l'équipe du projet, par le retard de la période de mise en œuvre de la

⁸ Selon le dernier rapport trimestriel, le projet informe de 100% d'atteinte; néanmoins suite aux entretiens avec l'équipe du projet, celle-ci a éclairci que cela se doit à une erreur interne dans ce rapport. Une correction et explication seront apportées lors du rapport final.

construction de la route (2 mois dans le lancement des activités sur le terrain à Bassikounou et au camp de Mbera), aux obstacles d'approvisionnement de matériaux et la lourdeur administrative dans la gestion des contrats avec les prestataires.

Indicateur 2. *Toutes les infrastructures (au moins 2) sont construites en utilisant des ressources disponibles localement :*

100%, le centre de formation et la première moitié de la route d'accès de 10,8 km entre le camp de M'bera et l'axe Fassala-Bassikounou, sont construites avec des ressources locales.

R3. *Le développement économique local est favorisé par un meilleur soutien des entreprises locales grâce à une meilleure organisation et participation des coopératives, des groupes locaux, de la société civile et des entreprises locales.*

Indicateur 1. *Au moins 30 entreprises nationales et locales ont accès et utilisent les services de soutien aux entreprises locales avec une capacité renforcée :*

100%, 6 entreprises nationales (Cs Ediyar transport, CS-CMCS - SARL, CS-UNCECD-M, BATES TP, GIE GRAPHIQ et ENTP) et 25 coopératives locales sont soutenues depuis leur création et sont renforcées en termes de capacités organisationnelles et techniques.

Indicateur 2. *Au moins 100 opportunités d'emploi sont créées grâce au soutien des services de soutien aux entreprises pour les jeunes réfugiés et les jeunes locaux (16-35 ans) alors qu'au moins 50% de la population réfugiée et au moins 20% des femmes :*

211% (86 + 120 professionnels du BTP). Au moment de l'évaluation, l'évaluateur n'a pas eu l'information pour confirmer le % de bénéficiaires désagréé par genre, réfugiés et population hôte. Cette information est préparée pour le rapport final à soumettre au bailleur USDOS – BPRM en janvier 2019.

A partir de l'analyse des principaux résultats atteints, l'évaluation est arrivée à la conclusion que le projet s'est montré très efficace par rapport à l'offre de formation adaptée aux jeunes réfugiés et population hôte (R1), ainsi qu'en termes de développement économique local et soutien des entreprises locales (R3). Il a été moins efficace en termes de construction des 2 infrastructures, car celles – ci sont en cours de finalisation lors de la réalisation de cette évaluation.

3.2.2. Des challenges et facteurs de réussite

Selon les entretiens semi-directifs réalisés avec l'équipe du projet, les partenaires à Nouakchott, Bassikounou et camp de M'Bera, il en ressort les suivants :

Challenges :

Le principal challenge a été l'exécution des travaux dans les délais arrêtés dans les plannings des chantiers, mais cela a dû être réajuster à cause des retards dans l'approvisionnement des matériaux locaux et la lourdeur administrative dans la gestion de contrats (interne au BIT). Pour ces retards d'approvisionnement, le projet a assuré que les fournisseurs garantissent l'approvisionnement dès la signature du contrat et une anticipation est réalisée sur le prochain contrat. Le projet réalise des réunions toutes les 2 semaines avec les fournisseurs pour les sensibiliser sur le contexte, besoins et réalités du chantier pour favoriser l'atteinte des résultats. A Bassikounou, il n'y a pas actuellement d'entrepôt propre au projet, donc la logistique de transport est très importante. Le projet a un pointeur pour les stagiaires et le personnel d'encadrement, un magasinier pour le matériel – gestion des stocks (elles se réalisent avec les bons de livraison) et 2 gardiens pour assurer la sécurité des chantiers.

Un autre challenge a été les capacités techniques et de mobilisation de main d'œuvre des entreprises locales (prix élevés des offres dû aux 7 mois d'exécution de la formation), certaines ne maîtrisent pas complètement les modalités HIMO. Les formateurs ont une approche pédagogique différente à l'approche HIMO, ils ont été sensibilisés et formés pour cela. Cela a été surmonté à travers la mise en place de l'académie des entreprises, ce qui permet d'identifier des prestataires individuels et entreprises, c'est à ce moment qu'ils sont sensibilisés sur la stratégie HIMO.

Un autre challenge a été la distance à parcourir pour participer aux formations pour certains bénéficiaires des populations hôtes; il y a 18 kms depuis Bassikounou et 50 kms depuis Fassala.

Un autre challenge a été le niveau d'éducation d'un nombre de bénéficiaires, celui-ci étant en dessous du niveau minimum exigé par le projet, ce qui se traduit en retardement de la formation et une nécessité d'adaptation des éducateurs et méthodologies.

Facteurs de réussite:

Une appropriation et fort intérêt du projet démontré par les bénéficiaires réfugiés, population hôte et stakeholders (jeunes, autorités locales Hakem, maires des 4 communes (Bassikounou, Fassala, Meghve, Dhar), leaders des réfugiés (président des jeunes hommes et femmes, président du comité pédagogique, leader du camp de réfugiés). Cela se traduit par exemple dans la participation et appui aux activités du projet par le Hakem de Bassikounou et le Maire de la Commune, lesquels ont appuyé et participé à toutes les étapes du processus de sélection des stagiaires. En outre, ils ont appuyé le projet dans l'identification des bénéficiaires vu la complexité de cet exercice, notamment dans le camp de M'bera. Le maire de Fassala a été aussi particulièrement dynamique dans l'accompagnement des stagiaires et la préparation des travaux de construction de la piste de Mbera. Le Comité des leaders du camp a été d'un grand apport dans la constitution des équipes d'accompagnement, notamment le Comité des jeunes, des femmes, et pédagogique. Un autre exemple de fort intérêt de la part des

jeunes femmes et hommes bénéficiaires, a été lors de la phase de présélection de la deuxième cohorte, 532 jeunes ont postulé et donc sensibilisé aux profils d'emploi couverts par la formation, dont 69% de jeunes hommes et 31% de jeunes femmes (125 ont été sélectionnés, 25% de femmes et 75 % d'hommes).

La collaboration BIT – UNHCR :

- L'UNHCR a réalisé une invitation au BIT pour étendre ses activités dans le nexus humanitaire - développement au camp de M'Bera et Bassikounou.
- L'UNHCR a formulé une lettre de soutien pour que le bailleur finance le projet.
- Accord global de collaboration signé entre le BIT et L'UNHCR (mars 2017).
- L'UNHCR a mis à disposition du projet les sections d'enregistrement (qui est qui pour la sélection des bénéficiaires : réfugiés et population hôte) et les sections protection et éducation (identification des réfugiés qui ont des besoins spécifiques : femmes enceintes, malades, etc..)

Un autre facteur a été la collaboration et coordination avec les services de sécurité (gendarmerie de Bassikounou, Neyma et escorte du camp de M'bera), pour faciliter la sécurité lors des activités, mais aussi du transport de matériel de construction et déplacements de l'équipe du projet.

Un autre facteur a été la mise en place des commissions de sélection des bénéficiaires, ou les partenaires locaux, représentants des réfugiés et de la population hôte, BIT et UNHCR ont collaborés étroitement pour favoriser la transparence dans la sélection des bénéficiaires et respecter les quotas définis (50% réfugiés / 50% population hôte, 40% femmes et divers groupes ethniques).

Finalement, l'appui des experts BIT d'autres projets, lequel a été capitalisé et mis à disposition de celui-ci ; par exemple le « Market based approach for migrants » , cela a favorisé le renforcement du projet et des partenaires. L'objectif étant de mutualiser les connaissances avec les partenaires et pas seulement de la sous-traitance.

3.2.3. Des résultats inattendus

L'équipe du projet, bénéficiaires (échantillon de 34) et partenaires à Bassikounou – camp de M'Bera ont identifiés lors des entretiens les suivants résultats et impacts inattendus.

Le projet en soi même est un outil qui favorise la coexistence pacifique entre la population réfugiée et hôte; lors des entretiens directs avec les bénéficiaires, ceux-ci ont exprimés avoir forgé des liens d'amitiés et de coexistence lors des formations (entre genre, profil de population cible, âges), lesquels n'auraient pas été possible sans le projet. Selon les bénéficiaires, le lien crée au sein des formations entre les jeunes femmes et hommes réfugiés et population hôte va au-delà de celles-ci.

Le projet a facilité un changement de comportements entre les jeunes femmes et hommes à travers un empowerment des jeunes femmes qui se forment dans des métiers considérés seulement pour les hommes. Selon les entretiens avec les bénéficiaires, équipe du projet et partenaires à Bassikounou – camp de M’bera, il est apprécié un empowerment chez les jeunes femmes (réfugiées et population hôte), car d’un côté celles-ci ont augmenté considérablement leur participation et d’un autre, elles brisent un tabou culturel, en se formant et en réalisant des métiers qui étaient plutôt destinés à la frange masculine. Ce changement est aussi apprécié par la frange masculine de bénéficiaires, selon les entretiens avec ceux-ci, ils apprécient ce changement et ont un regard plus équatif de la participation des jeunes femmes dans le projet.

L’étude environnementale réalisée a permis de prendre en considération les aspects et défis environnementaux, la planification territoriale et une actualisation de la cartographie du camp de M’bera pour les zones habitées⁹:

- Des besoins en énergies sont croissants : Actuellement la ville de Bassikounou est alimentée en électricité par une centrale thermique. L’électricité est chère et polluante, le recours aux énergies renouvelables est très faible. La principale source d’énergie pour les usages domestiques reste le charbon. Celui-ci est notamment issu de la carbonisation des arbres des forêts proches, il constitue la cause première de la déforestation galopante que connaît actuellement la zone.
- Une demande en eau exponentielle : La consommation en eau s’accroît logiquement avec l’augmentation de la population mais également avec la multiplication du bétail qui vient s’abreuver en ville et l’arrosage des périmètres maraîchers.
- Une difficile gestion des eaux usées et des eaux stagnantes : Si l’approvisionnement en eau des populations citadine est l’une des bases du bien-être des populations, la bonne gestion des eaux usées (eaux noires et grises) reste un défi important et complexe. Il n’existe actuellement aucun réseau d’assainissement.
- Gestion des déchets et risques de pollutions : La gestion des déchets reste aujourd’hui un problème national en Mauritanie, et il n’existe actuellement aucun mécanisme organisé de gestion des déchets à Bassikounou ou dans les villages alentours. Les déchets de la ville, toujours plus nombreux, sont ainsi principalement jetés en périphérie de la ville et dans les anciennes carrières de banco de la ville, ce qui pose un problème environnemental et sanitaire important. En revanche, le ramassage des déchets dans le camp de M’bera est structuré et subventionné et fonctionne. Les déchets sont triés puis enfouis dans des zones dédiées, en périphérie du camp.
- Des espaces «urbains» qui grandissent sans s’adapter aux aléas climatiques. L’absence de planification urbaine et la faiblesse de la gouvernance entraîne l’apparition de villes sans que l’on prenne en compte les risques liés aux aléas climatiques notamment à l’urbanisation de zones inondables et aux conséquences de l’artificialisation des sols. La densification de l’espace urbain associée à un faible assainissement, des inondations récurrentes et la prolifération de la pollution par les déchets, ne sont pas sans poser de problèmes sanitaires. L’habitat récent des villes

⁹ Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M’bera et des villages environnants

est caractérisé par l'utilisation de matériaux importés (tôle, béton) dont les performances énergétiques et environnementales sont faibles et inadaptées au contexte climatique et socioculturel de la zone. Les constructions réalisés avec des matériaux locaux (terre), durables et économiques, sont en perte de vitesse, bien que leur utilisation soit actuellement promue, notamment par le projet.

Les résultats de cette étude sont pris en considération pour le choix des 8 infrastructures. Celles-ci sont, la route latérale de 13,6 km reliant le camp de M'Bera à la route Fassala-Bassikounou; 2 centres de regroupement d'élevage à Bassikounou et Fassala; école regroupant les villages de Bagdad; École secondaire de M'bera; village artisanal au profit de 70 travailleuses du cuir, construction de 100 cuisines collectives et le centre de formation de M'bera.

3.2.4 Le cadre de suivi et évaluation

Le projet a développé un cadre de suivi des chantiers dès sa conception, il est rapporté de manière hebdomadaire avec la coordination du projet à Bassikounou et Nouakchott. Néanmoins, au démarrage, il a manqué d'un cadre de suivi et évaluation propre au projet. Cela a été mitigé de la suivante manière durant cette première année:

- L'entreprise Ecotech (en charge de l'exécution des chantiers et formation) a développé un outil en excel pour rapporter mensuellement à la coordination (Bassikounou et Nktt).
- Le coordinateur national du projet à Bassikounou partage un rapport mensuel de suivi des activités du projet avec la coordination à Nouakchott.
- Un système de suivi et évaluation propre au projet a été développé entre mai et juillet 2019 par des consultants externes et l'équipe du projet; il a appuyé et guidé la mise en œuvre pour :
 - Anticiper les moyens pour atteindre les résultats.
 - Meilleure appropriation du projet par l'équipe
 - Favoriser la redevabilité en vers les stakeholders
 - Favoriser les prises de décisions lors des COPIL

Néanmoins, lors de cette évaluation le système de suivi et évaluation n'est pas encore déployé sur Bassikounou. En juillet 2019, il y a eu un changement de coordinateur national du projet basé à Bassikounou, celui-ci devrait impérativement recevoir une formation à l'utilisation de cet outil et rapporter régulièrement sur l'exécution du projet à la coordination de Nouakchott ; si le BIT continue son intervention dans le camp de M'Bera.

Un autre point à prendre en considération pour favoriser la coordination avec l'UNHCR à Bassikounou, est que celui-ci a développé un système de suivi et évaluation avec le logiciel Kobocollect pour favoriser le suivi et évaluation de ses projets et leur spécialiste en suivi et évaluation travaille pour consolider un outil de suivi pour tous les projets

UNHCR. L'évaluateur recommande au projet de prendre rendez-vous avec l'UNHCR et définir une méthodologie et processus simplifié de partage des informations du projet.

3.2.5. Des espaces de coordination à Bassikounou - camp de M'Bera et Nouakchott

Le projet et son équipe ont participé aux différentes instances de coordination externe identifiées lors de son exécution pour favoriser la mise en place stratégique du projet :

- Comites sectoriel éducation à Bassikounou – camp de M'Bera, pour faciliter la mise à niveau de certains bénéficiaires et l'identification de nouveaux.
- Comité sectoriel moyens d'existence à Bassikounou – camp de M'Bera, pour faciliter la mise en place de groupes d'intérêt économique pour les bénéficiaires
- Comité WASH à Bassikounou – camp de M'Bera, pour faciliter la mise en place des latrines et accès à l'eau pour la construction du centre de formation.
- Groupe de travail régional au niveau du Waly et au niveau Moughatta avec le Hakem pour faciliter le suivi et prises de décisions sur la mise en place du projet.
- Groupe des PTF formation et emploi (Banque mondiale, UE, GIZ Coopi, Oxfam, Caritas, AECID) à Nouakchott.
- Groupe thématique sur l'économie sociale et solidaire (BIT, AECID, Action, ECodev, GRDR...) à Nouakchott.
- Zone de convergences du SNU + ONG int à Nouakchott.

Néanmoins, lors des entretiens et restitution à chaud de l'évaluation avec les principaux partenaires à Bassikounou et camp de M'Bera, ceux-ci sollicitent plus de participation et visibilité du travail du BIT à Bassikounou – camp de M'Bera.

3.3. L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES

Les Termes de Référence demandent à l'évaluateur d'examiner si les ressources (financières, humaines, temporelles, expertise, etc.) ont été allouées de manière stratégique pour fournir l'appui nécessaire et assurer l'atteinte des objectifs du projet.

3.3.1. Ressources humaines, temps, expertise, fonds.

Le projet a disposé des capacités techniques suffisantes et adéquates pour atteindre ses objectifs durant cette première année, il est composé d'une équipe très motivée et fortement impliquée.

En termes de talent humain, le projet a atteint un bon nombre de ses objectifs avec le nombre de personnel planifié et budgétisé ; néanmoins suite à l'observation in situ, une surcharge de travail est appréciée dans l'équipe.

Un responsable technique international basé à Nouakchott, chargé d'administrer le programme quotidiennement ; Coordonner les intrants des spécialistes techniques et préparer des rapports d'avancement; Superviser le travail des professionnels nationaux et internationaux; Assurer la remise des activités du programme et surveiller les dépenses du budget ; et, assurer que les résultats, les directives du programme, les normes de qualité, la mise en œuvre des activités et des prestations requises soient

conformes au document de programme, à une gestion axée sur les résultats ainsi qu'aux règles et règlements financiers de l'OIT.

1 Coordinateur National basé à Bassikounou (turnover en juillet 2019), sous la supervision du responsable technique international ; Chargé d'assurer la mise en œuvre du projet ; Du suivi technique des chantiers école ; Programmation des chantiers ; Approvisionnement des matériaux et matériels, Suivi des formations techniques, Représentativité du BIT dans les espaces de coordination à Bassikounou et au camp de M'Bera.

1 chauffeur basé à Bassikounou, sous la supervision du coordinateur national, chargé d'assurer le transport du personnel, appui ponctuel logistique.

Le projet est aussi appuyé par les experts thématiques emploi et insertion professionnelle Politiques pour la promotion de l'emploi (Enseignement et formation professionnelle ; Ingénierie de formation, Insertion professionnelle ; Appui aux services d'intermédiation de l'emploi ; Développement des petites et moyennes entreprises ; Développement des services d'appui aux entreprises ; Microfinance) et Expertise technique en construction et topographie (Ingénieur, architecte, statisticien) des projets PECOBAT et PROMOPECHE du BIT en Mauritanie.

Si le BIT continue son intervention au camp de M'Bera, il serait important de recruter un Administratif – Logisticien basé/e à Bassikounou, pour améliorer la gestions des contrats et logistique avec prestataires et fournisseurs externes et ainsi décharger considérablement la charge de travail du responsable technique international et coordinateur national.

En termes d'expertise internationale de l'OIT, le projet a bénéficié de l'appui d'un backstopper - expert technique qui encadre le projet dans toutes ses phases, de spécialistes HIMO, Emploi – Intensif - Investissement (Département Development and Investment à Genève), de spécialistes livelihoods, entrepreneuriat – résilience des réfugiés (Migrant OIT), de spécialistes de développement des compétences et employabilité des réfugiés (Skills ILO) et de l'expertise de projets similaires de l'OIT en Gambie, Niger et Tunisie.

En termes de temps dans l'exécution du projet, suite à l'analyse des rapports et les entretiens avec l'équipe du projet et partenaires principaux, un retard est apprécié dans l'exécution des travaux de construction. Cela s'explique principalement au retard dans la gestion de contrats avec prestataires, la longue distance pour l'approvisionnement en matériaux (1.500 kms depuis Nouakchott), la disponibilité d'escorte de sécurité pour acheminer le matériel au camp de M'Bera. Pour cela, le BIT a sollicité deux mois de No cost extension au bailleur de fonds USDOS BPRM. Il est important aussi de préciser que les activités ont initiés en novembre 2018 (2 mois de retard).

En termes de planification et exécution des fonds alloués pour cette première année, le projet a réalisé une bonne planification. Cependant l'exécution financière tout comme l'opérationnelle a été impacté - retardé en interne par la migration du système

administratif comptable (propre au BIT) et par la gestion de contrats externes en approvisionnement de matériaux locaux. Malgré ces obstacles rencontrés, le projet a réussi à surmonter les défis et a atteint une exécution financière de 95% (reliquat de 50,026, 80 USD) au moment de la réalisation de l'évaluation.

En Mauritanie, le BIT a un profil de bureau de projet, il n'y a pas de représentation officielle, il est coordonné par un conseiller technique principal. La planification financière et dispatching du budget est réalisée par le responsable technique international. Les contrats et comptabilité du projet sont préparées par les Assistants Administratifs et Financiers du bureau pour validation et contrôle à Alger comme bureau sous régional de l'OIT pour les pays du Maghreb.

3.4. LA DURABILITÉ DE L'INTERVENTION

3.4.1. Stratégie de durabilité et de sortie du projet

Lors de la réalisation de l'évaluation, le projet ne comptait pas avec une stratégie de sortie développée. Néanmoins, des démarches qui alimenteront la dite stratégie sont déjà identifiées. Pour cela, le projet travaille en étroite collaboration avec les leaders de la population réfugié, les autorités locales, régionales et le SNU, dans le cadre des espaces de coordination comme le groupe de travail régional et lors des COPIL.

Dans le cadre du projet, il y a un fort ancrage avec les maires des 4 communes à travers les comités de gestion et de maintenance des infrastructures construites. Pour le centre de formation, il est prévu une passation avec la DFTP en fin de projet. Pour la piste, il existe un guide et comité de maintenance et entretien entre la mairie de Fassala et Bassikounou. Cela se passe dans le cadre du COPIL, un MOU – accord est développé.

Selon les entretiens avec l'équipe du projet et principaux partenaires du projet, il a été identifié les suivantes mesures à intégrer dans la stratégie de sortie du projet (si le BIT continue son intervention au camp de M'Bera):

- Appui de l'UNHCR et BIT comme observateurs dans les comités d'entretien et maintenance des infrastructures (UNHCR à travers son statut spécial).
- Favoriser de manière participative lors des COPIL, la sélection des infrastructures en se basant sur les recommandations de l'étude environnementale de base sur le territoire du camp de M'Bera et des villages environnants.
- Sensibilisation et formation chantier école : visibilité des opportunités de création d'emploi dans le BTP et filières économiques.
- Main d'œuvre qualifiée disponible suite à l'intervention du projet.
- Continuer avec l'utilisation des matériaux locaux pour les constructions (sable, gravier, moellons, paille pour stabiliser les briques, banco - argile pour les briques).
- Continuer avec l'utilisation des énergies renouvelables (panneaux solaires).
- Continuer avec l'intégration de l'approche genre pour favoriser l'empowerment des jeunes femmes réfugiés et des populations hôtes.

3.4.2. Intégration au programme pays de travail décent (PPTD) de l'OIT 2018-2022.

Selon les entretiens avec l'équipe du projet, il est planifié de réaliser le nouveau PPTD de manière participative avec les mandants tripartites en 2020. Pour cela, le projet a identifié deux principaux apports à intégrer:

- Un volet sur la migration et réfugiés pour répondre aux indicateurs globaux du « budget and programme » de l'OIT, qui comprendra des axes sur migration et emploi pour les jeunes.
- Intégrer la modalité chantier - école dans le prochain PPTD.

3.5. LE GENRE

3.5.1. Intégration de l'approche genre dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation.

Selon les entretiens semi-directifs réalisés avec l'équipe du projet à Nouakchott, Bassikounou - camp de M'Bera et les documents partagés pour cette évaluation (document de projet – PRODOC, 4 rapports trimestriels, l'outil de suivi et évaluation développé par Ecotech et les termes de référence de cette évaluation), le projet a intégré les questions de l'égalité des sexes de la suivante manière :

1. Planification - cadre logique:

- R1. Indicateur 1 : 440 jeunes femmes et hommes (âgés de 16 à 35 ans) améliorent l'employabilité en suivant une formation en construction sur le terrain, avec 50% de jeunes réfugiés et 50% de jeunes vivant dans des communautés hôtes à Bassikounou Moughataa et **plus de 40 % des catégories respectives sont des femmes.**
- R2. Indicateur 4 : 100% des infrastructures construites sont entretenues et gérées par des groupes locaux, **dont les membres de la direction comptent plus de 50% de femmes et au moins une femme a des postes de responsabilité (présidente)**
- R3. Indicateur 2 : Au moins 100 opportunités d'emploi sont créées grâce au soutien des services de soutien aux entreprises pour les jeunes réfugiés et les jeunes locaux (16-35 ans) alors qu'au moins 50% de la population réfugiée **et au moins 20% des femmes.**

2. Implémentation :

- 440 jeunes femmes et hommes (âgés de 16 à 35 ans) améliorent l'employabilité en suivant une formation en construction sur le terrain, avec 50% de jeunes réfugiés et 50% de jeunes vivant dans des communautés hôtes à Bassikounou Moughataa et plus de 40 % des catégories respectives sont des femmes : **année 1 = 35%**
- Répartition et organisation des horaires dans les groupes de stagiaires au niveau de chantier pour assurer la participation féminine.
- Travaux de construction et lieux de formation: respect de la culture et religion locale.

- Comité de gestion et maintenance des infrastructures: assurer une participation de 20% de femmes (résultat atteint non disponible au moment de cette évaluation, le rapport final de l'année 1 est en cours de formulation).
- Empowerment des femmes via la formation et insertion au travail: Le projet a facilité un changement de comportements entre les jeunes femmes et hommes à travers un empowerment des jeunes femmes qui se forment dans des métiers considérés seulement pour les hommes. Selon les entretiens avec les bénéficiaires, équipe du projet et partenaires à Bassikounou – camp de M'bera, il est apprécié un empowerment chez les jeunes femmes (réfugiées et population hôte), car d'un côté celles-ci ont augmenté considérablement leur participation et d'un autre, elles brisent un tabou culturel, en se formant et en réalisant des métiers qui étaient plutôt destinés à la frange masculine. Ce changement est aussi apprécié par la frange masculine de bénéficiaires, selon les entretiens avec ceux-ci, ils apprécient ce changement et ont un regard plus équatif de la participation des jeunes femmes dans le projet.

Cadre de suivi et évaluation :

- Désagrégation quantitative par genre, type de formation et origine (réfugié – communauté hôte) dans le suivi mensuel des bénéficiaires.

Capitalisation de l'intégration de l'approche genre :

- Au moment de la sélection des bénéficiaires
- Lors de la mise en place des formations :
 - Formation sur les concepts et notions basiques selon la filière choisie
 - Santé et Sécurité au travail (SST)
 - Partie théorique de la formation
 - Partie pratique sur les chantiers / construction des infrastructures
- Suivi et accompagnement à l'insertion professionnelle
- Appui à la création, structuration et développement de micro entreprises (coopératives, GIE etc...)

3.6. TRIPARTISME ET DIALOGUE SOCIAL

3.6.1. Participation à la conception et à la mise en œuvre du projet

Le projet a adapté le tripartisme et dialogue social au contexte local et à deux niveaux. A Nouakchott (niveau national), il est composé par des représentants du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, représentant du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Ministère du Développement rural, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes, Ambassade des Etats Unies en Mauritanie, UNHCR, UNICEF, PAM, Action Contre la Faim Espagne, World Vision, SOS DESERT, Fédération Luthérienne Mondiale, BIT.

A Bassikounou – camp de M'Bera (niveau local), il est composé par des représentants de la Moughataa (province) de Bassikounou, Inspection de l'Enseignement National - Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Comité des Leaders du camp de Mbera, 4 Mairies de la Moughataa de Bassikounou (Bassikounou, Fassala, Meghve et Thar), Réseau Départemental des Jeunes de la Moughataa de Bassikounou), UNHCR, UNICEF, Action

Contre la Faim Espagne (ONG Int), COOPI (ONG Int), World Vision (ONG Int), Fédération Luthérienne Mondiale (ONG Int), SOS Désert (ONG locale), Ensemble Solidarité Développement (ONG locale), équipe du BIT.

A Bassikounou, il n'existe pas de représentation officielle des syndicats et des entreprises.

Selon les entretiens semi-directifs réalisés avec l'équipe du projet et partenaires à Nouakchott, Bassikounou et camp de M'Bera, les mandants tripartites ont participé à la conception et mise œuvre du projet à différentes étapes :

- Consultation lors de la réalisation des études d'identification et faisabilité du projet (*Infrastructures à Bassikounou. Dimensionnement, Cartographie, priorisation et éléments de faisabilité (BIT), Energie pour le développement dans la Moughataa de Bassikounou, Proposition de solutions pour l'approvisionnement d'énergie en assurant sa durabilité (Ecotech, BIT), Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants, Cartographie des enjeux environnementaux et orientations stratégiques (MS, BIT), Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines. Analyse des chaînes de valeur (UNHCR, BIT DUE).*
- Consultation lors de la formulation de la note conceptuelle soumise au bailleur de fonds USDOS – BPRM.
- Lors de la mise en œuvre, ils ont participé via les 2 COPILS en favorisant:
 - Partager l'information sur les actions concrètes, les orientations stratégiques et les résultats du Comité de Suivi du projet.
 - Présenter les plans d'action trimestriels des différentes composantes du projet USDOS et les orienter si nécessaire.
 - Suivre la réalisation des plans d'action et les bilans de réalisation.
 - Discuter et faire des recommandations sur les sujets stratégiques, les objectifs et priorités jugés importants pour la mise en œuvre du projet.
 - Orienter la mise en œuvre des activités identifiées conformément aux objectifs du projet.
 - Assurer la coordination et la synergie des actions prévues par les différents intervenants du projet USDOS et du secteur du BTP.

3.6.2. Partage de résultats et études du projet à travers le COPIL

Selon le compte rendu du premier COPIL (mars 2019) partagé avec l'évaluateur, il est apprécié que les résultats du projet ont été partagés et des recommandations traitées de manière tripartite. L'agenda de ce COPIL était :

- Présentation des activités du BIT dans la Moughataa de Bassikounou.
- Présentation technique du principe des chantiers-écoles au niveau de la Moughataa de Bassikounou.
- Proposition du plan d'action trimestriel du projet.

- Facilitation de la discussion pour la mise en œuvre des activités du BIT à Bassikounou.
- Recommandations.

4.CONCLUSIONS

Les conclusions suivantes sont tirées de l'analyse des résultats et sont organisées selon les six catégories de l'évaluation : la validité et pertinence du modèle d'intervention, l'exécution du projet et son efficacité, l'efficacité de l'utilisation des ressources, la durabilité de l'intervention, le genre, le tripartisme et le dialogue social.

Le projet a globalement atteint tous ses objectifs et démontré une pertinence indéniable. Il a compté avec l'appui des partenaires locaux et du système des nations unies pour assurer une exécution technique et financière conforme à la planification. Les obstacles et retards accusés dans la réalisation des 2 infrastructures, sont surmontés et le BIT assurera la finalisation de ces 2 chantiers.

4.1. Validité de la conception et pertinence du projet

Globalement, le projet s'aligne avec les stratégies nationales mauritaniennes (Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée, Stratégie Nationale de l'Emploi, Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre), les stratégies du SNU (Stratégie des nations unies pour la promotion de l'autonomisation des réfugiés et la résilience des communautés Hôtes, Cadre de Partenariat pour le Développement Durable, Objectifs de développement durable) et avec le Programme pays de travail décent du BIT.

Par ailleurs, les mandants tripartites, les bénéficiaires et autres acteurs pertinents rencontrés se sont sentis suffisamment associés aux activités de mise à jour et de mise en œuvre du projet. L'ensemble des parties prenantes a unanimement salué la pertinence du projet, car il répond aux besoins des jeunes femmes et hommes entre 16 – 35 ans, issues des communautés réfugiés et hôtes, ceci en introduisant une approche innovante de formation en BTP, qui favorise l'employabilité, le travail décent, le développement économique local et la cohésion sociale.

Le projet s'est appuyé sur 5 études clés (*1. Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines Analyse des chaînes de valeur, Infrastructures à Bassikounou. 2. Dimensionnement, Cartographie, priorisation et éléments de faisabilité, Énergie pour le développement dans la Moughataa de Bassikounou. 3. Proposition de solutions pour l'approvisionnement d'énergie en assurant sa durabilité. 4. Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants. Cartographie des enjeux environnementaux et orientations stratégiques. 5. Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes. Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes*), pour valider sa conception et pertinence lors de sa phase d'identification et implémentation.

En plus le projet est conçu avec la pleine utilisation des leçons apprises et des connaissances et expériences accumulées dans deux projets récents du BIT, «Chantier Ecole d'Entretien Routier» et «PECOBAT ».

4.2. Implémentation du projet et son efficacité

Les activités qui ont été menées sont celles qui avaient été planifiées et le projet a atteint de très bons résultats dans la majorité de ses indicateurs de ses 3 résultats. De même, l'évaluateur, à travers les entretiens et l'analyse des 4 rapports trimestriels, a pu vérifier que les résultats du projet sont reconnus par les partenaires et bénéficiaires.

Le principal point d'amélioration se trouve dans le respect des délais des constructions des infrastructures. Pour la période couverte de l'évaluation, il était planifié d'en construire deux (centre de formation et la première moitié de la route d'accès de 10,8 km entre le camp de M'bera et l'axe Fassala-Bassikounou), celles-ci sont en cours de finalisation et est assurée par le BIT. Selon les interviewés, ces 2 infrastructures sont à 75% d'exécution et devraient être finalisées dans les prochains mois. Il est important de préciser que ce retard est expliqué par le retard de la période de mise en œuvre de la construction de la route (2 mois dans le lancement des activités sur le terrain à Bassikounou et au camp de Mbera), aux obstacles d'approvisionnement de matériaux et la lourdeur administrative dans la gestion des contrats avec les prestataires.

4.3. Efficience de l'utilisation des ressources

Le projet a disposé des capacités techniques suffisantes et adéquates pour atteindre ses objectifs, il est composé d'une équipe très motivée et fortement impliquée.

En termes de planification et exécution des fonds alloués, le projet a réalisé une bonne planification. Cependant l'exécution financière tout comme l'opérationnelle a été impacté - retardé en interne par la migration du système administratif comptable (propre au BIT) et par la gestion de contrats externes en approvisionnement de matériaux locaux. Malgré ces obstacles rencontrés, le projet a réussi à surmonter les défis et a atteint une exécution financière de 95% (reliquat de 50,026, 80 USD) au moment de la réalisation de l'évaluation.

En termes de talent humain, le projet a atteint un bon nombre de ses objectifs avec le nombre de personnel planifié et budgétisé ; néanmoins suite à l'observation in situ, une surcharge de travail est appréciée dans l'équipe. Si le BIT continue avec son intervention au camp de M'Bera, il sera important de recruter un Administratif – Logisticien basé/e à Bassikounou, pour améliorer la gestions des contrats et logistique avec prestataires et fournisseurs externes et ainsi décharger considérablement la charge de travail du responsable technique international et coordinateur national.

En termes de temps dans l'exécution du projet, suite à l'analyse des rapports et les entretiens avec l'équipe du projet et partenaires principaux, un retard est apprécié dans l'exécution des travaux de construction. Cela s'explique principalement au retard dans la gestion de contrats avec prestataires, la longue distance pour l'approvisionnement

en matériaux (1.500 kms depuis Nouakchott), la disponibilité d'escorte de sécurité pour acheminer le matériel au camp de M'Bera. Pour cela, le BIT a sollicité deux mois de No cost extension au bailleur de fonds USDOS BPRM.

4.4. Durabilité de l'intervention

Des éléments qui favoriseront la durabilité du projet ont été identifiés; ceux-ci sont :

- L'ancrage avec les maires des 4 communes à travers les comités de gestion et de maintenance des infrastructures construites.
- Pour le centre de formation, il est prévu une passation avec la DFTP en fin de projet.
- Pour la piste, il existe un guide et comité de maintenance et entretien entre la mairie de Fassala et Bassikounou. Cela se passe dans le cadre du COPIL, un accord est prévu pour l'année 2 du projet.
- Favoriser de manière participative lors des COPIL, la sélection des infrastructures à construire en se basant sur les recommandations de l'étude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants.
- Sensibilisation et formation chantier école : visibilité des opportunités de création d'emploi dans le BTP et filières économiques.
- Main d'œuvre qualifiée disponible suite à l'intervention du projet.
- Continuer avec l'utilisation des matériaux locaux pour les constructions (sable, gravier, moellons, paille pour stabiliser les briques, banco - argile pour les briques).
- Continuer avec l'utilisation des énergies renouvelables (panneaux solaires).
- Continuer avec l'intégration de l'approche genre pour favoriser l'empowerment des jeunes femmes réfugiés et des populations hôtes.

4.5. L'intégration de l'approche genre

L'intégration et adaptation de l'approche genre dans le projet est un des points forts du projet. A travers l'introduction d'un pourcentage minimal d'atteinte de participation dans ses 3 résultats, le projet a eu un impact imprévu sur l'empowerment de ces jeunes femmes dans leur plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial. Il est pertinent pour le projet de réaliser une étude d'impact de l'intégration de cette approche pour apprécier les changements favorisés.

4.6. Tripartisme et dialogue social

Le projet a assuré la participation des mandants tripartites à plusieurs niveaux :

Nouakchott (National) : lors des phases d'identification, formulation de la note conceptuelle et mise en œuvre du projet via les COPIL, composé par représentants du Ministère l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, représentant du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Ministère du Développement rural, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Agence Nationale Pour l'Emploi des Jeunes, Ambassade des Etats

Unies en RIM, UNHCR, UNICEF, PAM, Action Contre la Faim Espagne, World Vision, SOS DESERT, Fédération Luthérienne Mondiale, BIT.

Bassikounou – camp de M’Bera (local): lors des phases d’identification, formulation de la note conceptuelle et mise en œuvre du projet via les COPIL composé par représentants de la Moughataa (province) de Bassikounou, Inspection de l’Enseignement National - Ministère de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Comité des Leaders du camp de Mbera, 4 Mairies de la Moughataa de Bassikounou (Bassikounou, Fassala, Meghve et Thar), Réseau Départemental des Jeunes de la Moughataa de Bassikounou), UNHCR, UNICEF, Action Contre la Faim Espagne (ONG Int), COOPI (ONG Int), World Vision (ONG Int), Fédération Luthérienne Mondiale (ONG Int), SOS Désert (ONG locale), Ensemble Solidarité Développement (ONG locale), équipe du BIT.

A Bassikounou, il n’existe pas de représentation officielle des syndicats et des entreprises.

Néanmoins, ceux-ci demandent plus de visibilité et participation aux espaces de coordination du camp de M’Bera de la part du BIT.

5. LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

Cette partie de l’évaluation a pour but de souligner les leçons apprises les plus pertinentes apprises grâce au projet et les bonnes pratiques émergentes, de façon à ce qu’elles puissent être prises en compte lors d’interventions futures dans la Mauritanie et/ou dans d’autres régions/pays.

5.1. LEÇONS APPRISES

1. *La lourdeur administrative interne a un impact significatif sur l’exécution du projet.* Il est nécessaire de prendre en considération l’impact négatif qu’ont sur l’exécution du projet les retards dans la gestion des contrats avec les prestataires de services et fournisseurs de matériaux de construction.

2. *L’intégration du genre est un possible outil d’empowerment des jeunes femmes.* L’intégration et adaptation de l’approche genre dans le projet, à travers l’introduction d’un pourcentage minimal d’atteinte de participation dans ses 3 résultats (indicateurs quantitatifs) a facilité un impact imprévu sur l’empowerment des jeunes femmes dans leurs plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial. Pour assurer la participation féminine dans des travaux culturellement masculin (selon le contexte local), il n’est pas suffisant de planifier des indicateurs de genre quantitatifs; il est pertinent de mettre en place une stratégie et approche de sensibilisation communautaire qui vise à faciliter la participation féminine pour promouvoir un empowerment des jeunes femmes dans leurs plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial.

5.2. BONNES PRATIQUES

La période couverte par cette évaluation, correspond au démarrage de l'intervention du BIT dans un contexte de nexus humanitaire – développement (14 mois).

L'évaluateur n'a pas identifié de bonnes pratiques conforme aux critères établis par l'OIT dans ses procédures (checklist No.5 – préparation du rapport).

6. RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont basées sur les constats faits dans cette évaluation et suivent les leçons apprises ainsi que les conclusions.

Evaluation Criteria	Recommendations	Relevant Stakeholders (Recommendation made to whom)	Priority of importance	Time frame for the implementation	Resource implications to implement the recommendations
Genre	<u>Recommandation 1 :</u> Capitalisation de l'approche genre. Il est pertinent pour le BIT de réaliser une étude d'impact de l'intégration de cette approche en fin de projet pour apprécier les changements et analyser la possibilité de réplication et mise à l'échelle.	BIT	Haute	Moyen terme	Faible
	<u>Recommandation 2 :</u> Assurer l'incorporation et mise en place d'une stratégie et approche de genre dans des interventions qui facilitent le nexus humanitaire - développement en Mauritanie ou dans la région, pour faciliter la participation féminine et son empowerment.	BIT	Haute	Moyen terme	Modéré
Efficienne	<u>Recommandation 3 :</u> Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire, assurer le recrutement d'un/e administrateur logisticien basé/e à Bassikounou – camp de M'Bera pour améliorer le suivi des contrats et logistique avec fournisseurs et déchargé l'équipe à Nouakchott et Bassikounou.	BIT	Haute	Court terme	Haute

Evaluation Criteria	Recommendations	Relevant Stakeholders (Recommendation made to whom)	Priority of importance	Time frame for the implementation	Resource implications to implement the recommendations
Durabilité	<u>Recommandation 4 :</u> Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire, développer la stratégie de sortie de l'intervention dès le démarrage, en coordination avec les partenaires principaux pour favoriser sa durabilité.	BIT, UNCHR, Autorités locales de Bassikounou	Haute	Court terme	Modéré
Efficacité	<u>Recommandation 5 :</u> Dans le cadre d'une nouvelle intervention du BIT dans un projet similaire, assurer dès le démarrage, la mise en place du système de suivi et évaluation et formation du coordinateur national basé à Bassikounou.	BIT	Haute	Court terme	Faible

ANNEXES

1. Termes de référence
2. Matrice d'évaluation
3. Programme de l'évaluation
4. Liste des personnes interviewées
5. Instruments de collecte de données
6. Bibliographie
7. Leçons apprises
8. Analyse du cadre logique du projet
9. Remerciements

Annexe 1 : Termes de Référence

Project Promoting a model for sustainable livelihoods and social cohesion in the Moughata of Bassikounou

DC Symbol:	MRT/18/02/USA
Project title:	Promoting a model for sustainable livelihoods and social cohesion in the Moughata of Bassikounou through on-site construction training
Country:	Mauritania
P&B Outcome:	Outcome 1: More and better jobs for inclusive growth and improved youth employment prospects. Indicator 1.4: Number of member States in which constituents have strengthened capacities on pro-employment macroeconomic policies, or have developed and implemented sectoral, industrial, trade, infrastructure investment or environmental policies for structural transformation and for promoting more and better jobs and tackling inequalities.
DWCP Outcomes:	Outcome 1: Policies, Programs and Strategies are adopted and implemented to promote decent employment. Outcome 3: The benefits of manpower labor migration in Mauritania are better exploited to promote development and reduce poverty
Technical field:	decent employment
Administrative unit:	Administrative management: CO-Algiers Technical backstopping: DWT/CO-Cairo
Responsible Chief:	Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed, Director, ILO Office CO-Algiers, ouldsidi@ilo.org
Collaborating ILO Units:	
Time frame:	01 September 2018 – 30 October 2019
Budget:	US\$1,000,000
Donor:	US Department of State (Bureau for Population, Refugees and Migration)

Background and Context

The project “Promoting a model for sustainable livelihoods and social cohesion in the Moughata of Bassikounou through on-site construction training” funded by the US Department of State (Bureau for Population, Refugees and Migration)) has been implemented between September 1st 2018 and August 31st 2019 (but operations started in November 2018 with the recruitment of the project team and coordinator. This project built on a similar model as ILO’s projects “Chantier Ecole d’Entretien Routier (Road Maintenance Construction School)” from 2015 to 2017 and “PECOBAT (Improving employability of young people and capabilities of SMEs through development of constructions and local materials and professional on-site construction training)” from 2016 to 2020 in other rural regions of the country. These projects aim at improving the employability of young people by providing practical training at “Chantier Ecole (on-site construction training)” – after short-term theoretical training at a vocational training center, students apply acquired knowledge at the actual construction sites and “learn by doing”.

The project long-term goal is to better economic self-sufficiency of refugees and coexistence with host communities are promoted through the development of employability and local economic development with labor-based infrastructure construction works. In order to achieve this long-term goal, the project sought to achieve the following three immediate objectives:

1. Young women and men from different communities, including both refugees and the local youth, improve employability and simultaneously gain work experience by completing on-site construction training in labor-intensive construction works which focuses on practical exercise and qualifies with certification.
2. Infrastructures, identified as keys for local economic development and services based on value-chain and market analysis are constructed by the youth with the maximum use of local materials to create decent employment opportunities and promote local economic activities ensuring the nexus between humanitarian assistance and development.
3. Local economic development is promoted by improved local enterprise support through better organization and participation of cooperatives, local groups, civil society and local enterprises.

The project is under the responsibility of the Chief Technical Advisor (CTA) for Employment and Insertion “Chantier Ecole” (on-site construction training), in Nouakchott, Mauritania. The project is managed by an International Technical Officer based in Nouakchott, and supported by a national project coordinator in Bassikounou, and an administrative and finance assistant based in Nouakchott. In addition, the project receives support from a the senior National Programme Officer for PECOBAT in Nouakchott. The DWT/CO-Cairo Branch in ILO Egypt is in charge of the technical backstopping of the project.

The project fits with Outcome 1 of the ILO Programme and Budget 2018-19, focusing on Promoting more and better jobs for inclusive growth and improved youth employment prospects. In particular, it addresses the fourth indicator on policies to strengthen capacities on pro-employment macroeconomic policies, or have developed and implemented sectoral, industrial, trade, infrastructure investment or environmental policies for structural transformation and for promoting more and better jobs and tackling inequalities. The project has been the main vehicle for achieving Outcomes 1 and 3 of the Mauritania Decent Work Country Programme (2012-2018) – 1. *Policies, Programs and Strategies are adopted and implemented to promote decent employment;* and 3. *The benefits of manpower labor migration in Mauritania are better exploited to promote development and reduce poverty.* The project has also been the main vehicle for enhancing the implementation of the “Employment and Decent Work for Peace and Resilience Recommendation (No. 205)”, adopted in the International Labor Conference in 2017, and followed by ongoing ILO projects in Mauritania and globally. The project is also contributing and initiating activities for livelihoods in The Moughata of Bassikounou following the suggestion of UNHCR and responding to the request of the Government and the “Partnership Framework for Sustainable Development (Cadre de Partenariat pour le Développement Durable) 2018-2022” (CPDD).

Moreover, the project is fully aligned with the following Sustainable Development Goals:

SDG 8: Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all” together with;

SDG 16: Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive;

SDG 1: End poverty in all its forms everywhere;

SDG 5: Achieve gender equality and empower all women and girls; and

SDG 13: Take urgent action to combat climate change and its impacts.

The final evaluation will be conducted by an evaluation consultant with support of the ILO Projects Office in Mauritania,

The evaluation will mainly focus on analysis to provide recommendations to sustain results achieved under the project.

Evaluation background

ILO considers evaluation as an integral part of the implementation of technical cooperation activities. As per ILO evaluation policy and procedures, all programs and projects with a budget up to 1 million are subjected to an internal evaluation that can be managed by the project staff. The process will be oversight by the ILO Regional M&E officer in Africa.

The evaluation in ILO is for the purpose of accountability, learning, planning, and building knowledge. It should be conducted in the context of criteria and approaches for international development assistance as established by: the OECD/DAC Evaluation Quality Standard; and the UNEG Code of Conduct for Evaluation in the UN System.

Purpose, scope and clients of the evaluation

Purpose

The final evaluation serves two main purposes:

- Assess the extent to which the project has achieved its stated objectives and expected results, while identifying the supporting factors and constraints that have led to them;
- Identify unexpected positive and negative results of the project
- Assess the extent to which the project outcomes will be sustainable;
- Establish the relevance of the project design and implementation strategy in relation to the ILO, UN and national development frameworks (i.e. SDGs and UNDAF);
- Identify lessons learned and potential good practices, especially regarding models of interventions that can be applied further;
- Provide recommendations to project stakeholders to promote sustainability and support further development of the project outcomes

Scope of the evaluation

The scope of the evaluation covers the full project period from September 1st 2018 to August 31st 2019. The evaluation will notably assess progress against all outputs produced since the beginning of the project and assess the overall level of achievement of the three immediate outcomes.

Client of the evaluation

The primary clients of the evaluation include the constituents of the ILO (represented by the Project Advisory Committee), project partners and stakeholders, the project management unit, the ILO Offices in Algiers, Cairo and Geneva, and the US Department of State (Bureau for Population, Refugees and Migration). The findings and recommendations of the evaluation will be used by the ILO and national tripartite constituents and possibly the US Department of State (Bureau for Population, Refugees and Migration) to contribute towards the sustainability of the project outcomes.

Evaluation Questions

The evaluation will inform the project on the following 7 evaluation criteria and themes: relevance, effectiveness, validity of design, efficiency, sustainability, gender and social dialogue and tripartism.

In addition, the final evaluation will inform on lessons learned, good practices and recommendations.

Validity of the project design and project relevance

1. Is the project coherent to the Government, ILO and social partners of Mauritania objectives (i.e. United Nations' "Partnership Framework for Sustainable Development (Cadre de Partenariat pour le Développement Durable) 2018-2022" (CPDD) Plan, the ILO Country Programme Outcomes, the Decent Work Country Programme 2012-2018)?
2. Is the project relevant to the needs of the refugees and local host communities regarding decent work, employment and local economic development.
3. How does the project complement and fit with other on-going ILO programmes and projects in the country?
4. Were the outputs achievable or overly ambitious?

Effectiveness

1. To what extent has the project achieved their objectives and outputs, with special consideration on improved employability of the refugees, construction of the infrastructures and local economic development?
2. Which have been the main contributing and challenging factors towards project's success in attaining its targets?
3. What, if any, unintended results of the project have been identified or perceived?
4. How have the M&E framework of the project supported effective implementation?
5. Has the project worked strategically with the external partners/stakeholders identified?

Efficiency

How efficiently have resources (human resources, time, expertise, funds etc.) been allocated and used to provide the necessary support to achieve the project objectives, including the project team and ILO backstop at CO and other ILO divisions as relevant ?

Sustainability

1. What steps has the project undertaken to work jointly with the refugees, the local host communities, and the local authorities to implement the sustainability and exit strategy of the project?
2. How will the project's results feed into the upcoming ILO Decent

Work Country Programme 2018-2022?

3. To what extent have local/national resources been identified to implement activities in this regard?
4. What further concrete steps can be taken to ensure sustainability?

Gender

To what extent has the project integrated gender equality issues in the design, implementation, results and M&E framework?

Tripartism and Social dialogue

1. Were the tripartite constituents involved in the design and implementation of the project? What role did they play?
2. Were the results and studies from the project shared with tripartite constituents and were specific recommendations addressed in a tripartite manner?

Methodology

The evaluation will be guided by the ILO-EVAL Policy Guidelines and the ILO/EVAL checklists available at the TORs annex.

1. Document review of PRODOC, project reports and outputs, ILO and government policy documents, etc.
2. An inception report that present evaluation indicators and operational questions to the stakeholders, methodology and schedule, stakeholders' workshop agenda and outline of the report.
3. Key Informant Interviews: including ILO staff in Nouakchott and Bassikounou,, interviews with the Mayor, and the Waly of Bassikounou, the responsible authorities of the Mbera Camp, and the direct beneficiaries of the project, Interviews with employers representatives, Interviews with workers representatives, Interviews with relevant representatives of project partners, interviews with BPRM-USDOS staff and US Embassy representative in Nouakchott.
4. Stakeholder workshop: The evaluator will facilitate a 0.5/1-day discussion with key stakeholders on the findings from the interviews and desk review.
5. Development of the evaluation report: the evaluator, under the outline developed in the Inception report, will develop a report based mainly on the outcome of the interviews, desk review and workshop (draft version with executive summary in English and French and final version after integration of stakeholders' comments).

Outputs

The evaluator will provide the following main outputs:

- An Inception report of the evaluation
 - A stakeholders' workshop
 - A draft and final report on the evaluation findings, inputs from the field visits, and feedback by stakeholders during the workshop at the end of the field work
 - An executive summary: ILO/EVAL template

The expected structure of the draft and final report is as follows. The report should be written in English (plus an executive summary in French) with 30 pages maximum excluding annexes

- Executive Summary (in English and French)
- Description of the Project
- Purpose, scope and clients of evaluation
- Methodology (and methodological limitations)
- Findings (organized by evaluation criteria)
- Conclusions
- Recommendations (including to whom and timeline)
- Lessons learned and good practices

Annexes

- Evaluation questions matrix
- List of Interviewees
- Schedule
- Documents reviewed
- TORs
- Lessons Learned in ILO/EVAL templates
- Good practices in ILO/EVAL templates

All draft and final outputs should be provided to the evaluation manager in electronic version compatible with Word for Windows and are copyrighted by ILO. The first draft of the report will be circulated to all partners for a two weeks review. Comments from stakeholders will be presented to the evaluator by the evaluation manager for its integration into the final reports as appropriate or to document why a comment has not been included,

Management Arrangements

The final evaluation will be implemented by an evaluator consultant, managed by Federico Barroeta, Chief Technical Advisor (CTA) in Nouakchott. The evaluation process will be oversighted by the ROAF Senior M&E officer Mr. Ricardo Furman.

Competencies requirements

The candidates for the evaluator position will be selected through disseminating the requirement in major sites with potential consultants for this assignment. He/she must meet the following professional requirements:

- Have at least 7 years of experience in the field of international cooperation.
- Have a solid knowledge of project cycle management: planning, monitoring and evaluation.
- Work experience in Mauritania
- Experience managing projects / programs / technical cooperation strategies;
- Experience in facilitating workshop with stakeholders in evaluation contexts
- Experience in the project themes will be an asset
- Knowledge of the Mauritanian context;
- Fluency in French and English.

Timeline

Phase	Tasks	Responsible Person	Days TL	Tentative timing
I	Preparation of TOR and consultation with stakeholders and ILO	Evaluation manager	0	
II	Identification of evaluator	Evaluation manager	0	
	Finalizing contracts	CO	0	
III	Telephone briefing with evaluation manager Desk review of project related documents Evaluation instrument designed based on desk review	Evaluator	5	November 2019

IV	Consultations with Project staff/management in Mauritania and ILO CO, DWT , etc Consultations with participating government officials Consultations with other stakeholders Presentation of preliminary findings to the project team, government partners and other stakeholders	Evaluator team with logistical support by the Project	10	November 2019
V	Draft evaluation report based on desk review and consultations from field visits	Evaluator	5	November 2019
VI	Circulate draft evaluation report to key stakeholders Consolidate comments of stakeholders and send to consultant leader	Evaluation manager	0	December 2019
VII	Incorporate comments and inputs including explanations if comments were not included	Evaluator	1	December 2019
VIII	Approval of report by ROAF SMEO and dissemination	Evaluation manager	0	December 2019
TOTAL			21	

RESOURCES

Estimated resource requirements at this point:

- Evaluator: 21 days honorarium and travel to the project target areas including flights and DSA days
- Local transportation in the country
- Stakeholders' workshop

ANNEX RELEVANT POLICIES AND GUIDELINES

ILO Policy Guidelines for evaluation: Principles, rationale, planning and managing for evaluations, 3rd ed.

http://www.ilo.ch/eval/Evaluationpolicy/WCMS_571339/lang--en/index.htm

Code of conduct form (To be signed by the evaluators)

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206205/lang--en/index.htm

Checklist No. 3: Writing the inception report

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165972/lang--en/index.htm

Checklist 5: preparing the evaluation report

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165967/lang--en/index.htm

Checklist 6: rating the quality of evaluation report

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165968/lang--en/index.htm

Template for lessons learnt and Emerging Good Practices

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206158/lang--en/index.htm

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206159/lang--en/index.htm

Guidance note 7: Stakeholders participation in the ILO evaluation

https://www.ilo.org/global/docs/WCMS_165982/lang--en/index.htm

Guidance note 4: Integrating gender equality in the monitoring and evaluation of projects

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165986/lang--en/index.htm

Template for evaluation title page

http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_166357/lang--en/index.htm

Template for evaluation summary

<http://www.ilo.org/legacy/english/edmas/eval/template-summary-en.doc>

UNEG Ethical Guidelines for Evaluation

<http://www.unevaluation.org/document/download/548>

Annexe 2: Matrice d'évaluation

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
1. Validité de la conception et pertinence du projet		
1. Le projet est-il cohérent avec les objectifs du gouvernement, de l'OIT et des partenaires sociaux de la Mauritanie (par exemple, le Plan de partenariat pour le développement durable des Nations Unies 2018-2022 (CPDD), les résultats du programme de pays de l'OIT , programme par pays de promotion du travail décent 2012-2018)?	- Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique - Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux - Ateliers de restitution	- l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou - les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds - les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
2. Le projet répond-il aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil locales en matière de travail décent, d'emploi et de développement économique local?	- Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique - Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux - Entretien directif /Focus group bénéficiaires - Ateliers de restitution	- l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou - les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds - les bénéficiaires - les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
3. Comment le projet complète-t-il et s'harmonise-t-il avec les autres programmes et projets de l'OIT en cours dans le pays?	Analyse documentaire primaire et secondaire	l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
4. Les mandants tripartites de l'OIT ont-ils participé à la conception du projet?	▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Ateliers de restitution ▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
5. Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions d'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux ▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
6. Les résultats étaient-ils réalisables ou trop ambitieux?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

2. Avancement du projet et son efficacité

1. Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs et ses produits, avec une attention	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi
---	---	---

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
particulière pour l'amélioration de l'employabilité des réfugiés, la construction des infrastructures et le développement économique local?	▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	- et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
2. Quels ont été les principaux facteurs challenging et contribuant au projet d'atteindre ses objectifs?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
3. cas échéant, résultats inattendus du projet ont été identifiés ou perçus?	Quels, le ▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	- basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
4. Comment le cadre de suivi et évaluation du projet a-t-il soutenu la mise en œuvre effective?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Ateliers de restitution	▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
5. Le projet a-t-il travaillé de manière stratégique avec les partenaires / parties prenantes externes identifiés?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	Ateliers de restitution	les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

3. Efficience de l'utilisation des ressources

Dans quelle mesure les ressources: - humaines, - temps, - expertise, - fonds, Ont-elles été affectées et utilisées pour fournir le soutien nécessaire à la réalisation des objectifs du projet, y compris l'équipe de projet et l'appui de l'OIT au CO et dans les autres divisions de l'OIT, le cas échéant?	ressources temps, expertise, fonds, - Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique - Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds - Ateliers de restitution	- l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou - les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds
--	---	---

4. Durabilité de l'intervention

1. Quelles démarches le projet a-t-il entrepris pour travailler conjointement avec les réfugiés, les communautés hôtes locales et les autorités locales afin de mettre en œuvre la stratégie de durabilité et de sortie du projet?	- Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts	l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou
---	--	--

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
2. Comment les résultats du projet seront-ils intégrés au prochain programme par pays de l'OIT pour le travail décent 2018-2022?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Ateliers de restitution	- basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux
3. Dans quelle mesure les ressources locales / nationales ont-elles été identifiées pour mettre en œuvre des activités à cet égard?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
		opérationnels internationaux
4. autres mesures concrètes peuvent être prises pour assurer la durabilité?	Quelles ▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
5. L'intégration de l'approche genre Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions d'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation?	- Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique - Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux - Entretien directif /Focus group bénéficiaires - Ateliers de restitution	- l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou - les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds - les bénéficiaires - les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
6. Tripartisme et dialogue social		

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
1. Les mandants tripartites ont-ils participé à la conception et à la mise en œuvre du projet? Quel rôle ont-ils joué?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
2. Les résultats et les études du projet ont-ils été partagés avec les mandants tripartites et des recommandations spécifiques ont-elles été traitées de manière tripartite ?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	- basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

7.Bonnes pratiques		
Quelles bonnes pratiques peuvent être retenues ?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire	▪ l'équipe du projet et les experts du

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	- BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

8.Leçons apprises		
Quelles leçons apprises peuvent être retenues ?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
Quels écueils ou difficultés peut-on relever et éviter dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives similaires ?	▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	- Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux - Entretien directif /Focus group bénéficiaires - Ateliers de restitution	- basé/es à Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds - les bénéficiaires - les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux - les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

9.Recommandations

1. les défis / déficits restants?	Quels sont - Analyse documentaire primaire et secondaire - Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie - Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique - Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds	- l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou - les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar - le bailleur de fonds
--------------------------------------	--	---

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
2. Le pays a-t-il besoin d'un soutien externe supplémentaire pour améliorer les conditions de travail ?	▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
	▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	- opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux
3. cas, quelle pourrait être la contribution de l'OIT?	Dans ce ▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée á Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es á Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et

Questions d'évaluation	Méthodologie	Stakeholders
		opérationnels internationaux
4. d'autres questions que vous voudriez aborder / discuter?	Y a-t-il ▪ Analyse documentaire primaire et secondaire ▪ Entretiens semi directifs avec équipe du projet BIT Mauritanie ▪ Entretiens semi directifs (via skype) avec équipe d'experts de l'OIT, chargés de son suivi et appui technique ▪ Entretiens semi directifs avec bailleur de fonds ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ Entretiens semi directifs partenaires institutionnels et opérationnels Internationaux ▪ Entretien directif /Focus group bénéficiaires ▪ Ateliers de restitution	▪ l'équipe du projet et les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basée à Nouakchott et Bassikounou ▪ les experts du BIT chargés de son suivi et appui technique basé/es à Genève, Alger et Dakar ▪ le bailleur de fonds ▪ les bénéficiaires ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels nationaux ▪ les partenaires institutionnels et opérationnels internationaux

Annexe 3 : Agenda de mission terrain

DATE / HEURE	ACTIVITE
Lundi 25/11/2019	09.00 - 15.00: Entretien avec Guite Diop – Resp. Tech. Int - équipe du projet BIT.
Mardi 26/11/2019	10.00 : Entretien avec Sid'Ahmed ould Yoh – Directeur adjoint de la Formation Technique et Professionnelle. 11.30: Entretien avec Guite Diop - équipe du projet BIT. 13.30 : Entretien avec Eujona Shandy – Responsable insertion - équipe du projet BIT. 17.00 : Entretien avec Judith Léveillée - Représentante adjointe UNICEF
Mercredi 27/11/2019	10.30 Entretien avec Maria Stavropoulou - Représentante UNHCR Mauritanie et Casilda Gil de Santivanes Finat - Programme Officer, UNHCR Mauritanie. 17.00 : Réunion skype avec Racky Kane – ILO Sr Programme and Operation Officer.
Jeudi 28/11/2019	09.00 - 12.30: Entretien avec Federico Barroeta – CTA BIT 16.30 : Entretien skype avec Rosa Benyounes - Chargée de programme ILO Echange d'information via email avec Wouter COOLS - Chargé de Partenariat et Mobilisation des Ressources - Organisation Internationale du Travail (OIT)
Vendredi 29/11/2019	Transport avion Nouakchott – Neyma et terrestre Neyma - Bassiknou
Lundi 02/12/2019	09.00 - 12.00: Focus Group avec bénéficiaires du projet et entretiens directifs avec un large échantillon 14.30 - 17.00: Entretien avec Ndjinyo Fouda Ndikintum - Point focal SAME, UNHCR Bassikounou et 4 membres de son équipe 18.00 – 21.00 : Réunion avec Badianne - Ecotech 21.30 : Entretien avec Emmanuel Uwurukundo - Chef du Sous bureau de l'UNHCR Bassikounou
Mardi 03/12/2019	09.00 - 12.00: Entretien avec Niass – Coordinateur national BIT 13.00 - 16.00: Entretiens directifs avec un large échantillon de bénéficiaires 20.00 : Restitution á chaud de l'évaluation aux partenaires et équipe projet BIT á Bassikounou
Mercredi 04/12/2019	Départ pour Nouakchott
Jeudi 05/12/2019	15.30 : Restitution á chaud de l'évaluation aux partenaires et équipe projet BIT
Vendredi 06/12/2019	Départ pour Madrid
Matin Mardi 10/12/2019	08.30 Entretiens skype avec Benoit Mazy - Coordinateur 3A/Résilience Programme Alimentaire Mondial

Annexe 4 : Liste des participants aux entretiens

<i>N*</i>	<i>NOMS ET PRENOMS</i>	<i>FONCTIONS/INSTITUTION</i>	<i>Lieu</i>
1.	Sid'Ahmed ould Yoh	Directeur de la Formation Technique et Professionnelle	Nouakchott, Mauritanie
2.	Maria Stavropoulou	Représentante UNHCR Mauritanie	Nouakchott, Mauritanie
3.	Casilda Gil de Santivanes Finat	Programme Officer, UNHCR Mauritanie	Nouakchott, Mauritanie
4.	Emmanuel Uwurukundo	Chef du Sous bureau de l'UNHCR Bassikounou	Bassikounou, Mauritanie
5.	Ndjinyo Fouda Ndikintum <	Point focal SAME, UNHCR Bassikounou	Bassikounou, Mauritanie
6.	Judith Léveillée	Représentante adjointe Deputy Representative	UNICEF Mauritanie Ilôt-K Nouakchott Parcelle 146/151
7.	Benoit Mazy	Coordinateur 3A/Resilience Programme Alimentaire Mondial	Nouakchott, Mauritanie
8	Racky Kane	Sr Programme and Operation Officer	Genève, Suisse
9	Rosa Benyounes	Chargée de programme	Alger, Algérie
10	Wouter COOLS,	Chargé de Partenariat et Mobilisation des Ressources (OIT)	Dakar, Sénégal.
11	Guite Diop	Resp Tech Int BIT	Nouakchott
12	Federico Barroeta	CTA BIT	Nouakchott
13	Ejona Shundy	Resp. Insertion BIT	Nouakchott
14	Niass Alioun	Coord. National BIT	Bassikounou
15	Badiane	Directeur Ecotech	Bassikounou

Annexe 5: Guide des entretiens

1. Guide d'entretien

Les entretiens et les groupes de discussion avec les principales parties prenantes seront basés sur des questions qualitatives qui seront ouvertes, c'est-à-dire que les répondants fourniront leurs réponses dans leurs propres mots, afin d'obtenir des informations détaillées sur leurs perceptions, leurs points de vue, attitudes, expériences ou croyances concernant le projet.

Les entretiens / groupes de discussion seront également utiles pour donner suite aux questions que l'évaluateur pourrait avoir après avoir analysé les données d'autres méthodes d'évaluation, telles que l'examen de documents.

L'évaluateur peut poser la même question à différentes personnes ou catégories d'informateurs pour comparer leurs réponses et analyser la manière dont ces différences individuelles peuvent avoir une incidence sur le projet.

Les éléments inclus dans le guide d'entretien sont exhaustifs, mais génériques. Étant donné que les guides d'entretien ont pour but d'aider les évaluateurs à mettre en place des entretiens / groupes de discussion semi-structurés, ils seront adaptés en fonction du contexte et du degré de mise en œuvre du projet. Le profil et les attitudes du répondant; et les résultats des entretiens précédents avec d'autres parties prenantes.

2. L'entretien semi directif

Merci d'avoir participé à cette interview. Je m'appelle Enrique Medina. Je suis le consultant qui dirige « *Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa* » au nom du BIT.

Le but de cet entretien est de nous aider à mieux comprendre le projet, ses résultats et ses effets. Pour ce faire, j'aimerais que vous répondiez à quelques questions, basées sur votre expérience et votre perspective en tant que partie prenante du projet. Vos réponses seront traitées avec la plus stricte confidentialité.

L'évaluateur demandera au répondant de se présenter et de décrire son rôle / sa participation au projet.

Avez-vous des questions avant qu'on commence?

3. Questions de l'évaluation

1. Validité de la conception et pertinence du projet:

Général :

1. Évaluation générale du projet: forces et faiblesses
2. Dans quelle mesure le cadre de résultats et ses indicateurs, cibles et stratégie et pratiques globales de suivi et d'évaluation sont-ils appropriés?

Questions des TdR

1. Le projet est-il cohérent avec les objectifs du gouvernement, de l'OIT et des partenaires sociaux de la Mauritanie (par exemple, le Plan de partenariat pour le développement durable des Nations Unies 2018-2022 (CPDD), les résultats du programme de pays de l'OIT , programme par pays de promotion du travail décent 2012-2018)?
2. Le projet répond-il aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil locales en matière de travail décent, d'emploi et de développement économique local?
3. Comment le projet complète-t-il et s'harmonise-t-il avec les autres programmes et projets de l'OIT en cours dans le pays?
4. Les mandants tripartites de l'OIT ont-ils participé à la conception du projet?
5. Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions d'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation?
6. Les résultats étaient-ils réalisables ou trop ambitieux?

2. Avancement du projet et son efficacité:

Questions des TdR

1. Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs et ses produits, avec une attention particulière pour l'amélioration de l'employabilité des réfugiés, la construction des infrastructures et le développement économique local?
2. Quels ont été les principaux facteurs challenging et contribuant au projet d'atteindre ses objectifs?
3. Quels, le cas échéant, résultats inattendus du projet ont été identifiés ou perçus?
4. Comment le cadre de suivi et évaluation du projet a-t-il soutenu la mise en œuvre effective?
5. Le projet a-t-il travaillé de manière stratégique avec les partenaires / parties prenantes externes identifiés?

3. Efficience de l'utilisation des ressources:

Général :

1. Compte tenu de la taille du projet, de sa complexité et de ses défis, la structure de gestion existante et la capacité technique allouée au projet sont-elles suffisantes et adéquates?
2. Dans quelle mesure le projet gère-t-il les finances (y compris la planification du travail et des finances, les prévisions budgétaires, les dépenses et les rapports)? Quel système de surveillance est en place pour évaluer et améliorer l'utilisation des ressources et son efficacité?

Questions des TdR :

Dans quelle mesure les ressources:

- ressources humaines,
- temps,
- expertise,

- fonds,

Ont-elles été affectées et utilisées pour fournir le soutien nécessaire à la réalisation des objectifs du projet, y compris l'équipe de projet et l'appui de l'OIT au CO et dans les autres divisions de l'OIT, le cas échéant?

4.Durabilité de l'intervention:

Questions des TdR :

1. Quelles démarches le projet a-t-il entrepris pour travailler conjointement avec les réfugiés, les communautés hôtes locales et les autorités locales afin de mettre en œuvre la stratégie de durabilité et de sortie du projet?
2. Comment les résultats du projet seront-ils intégrés au prochain programme par pays de l'OIT pour le travail décent 2018-2022?
3. Dans quelle mesure les ressources locales / nationales ont-elles été identifiées pour mettre en œuvre des activités à cet égard?
4. Quelles autres mesures concrètes peuvent être prises pour assurer la durabilité?

5.Intégration de l'approche de genre:

Question des TdR :

Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions d'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre, les résultats et le cadre de suivi et d'évaluation?

6. Tripartisme et dialogue social:

Question des TdR :

1. Les mandants tripartites ont-ils participé à la conception et à la mise en œuvre du projet? Quel rôle ont-ils joué?
2. Les résultats et les études du projet ont-ils été partagés avec les mandants tripartites et des recommandations spécifiques ont-elles été traitées de manière tripartite ?

7. Bonnes pratiques:

Quelles bonnes pratiques peuvent être retenues ?

8. Leçons apprises:

1. Quelles leçons apprises peuvent être retenues ?
2. Quels écueils ou difficultés peut-on relever et éviter dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives similaires ?

9.Recommandations

1. Quels sont les défis / déficits restants?
2. Le pays a-t-il besoin d'un soutien externe supplémentaire pour améliorer les conditions de travail ?
3. Dans ce cas, quelle pourrait être la contribution de l'OIT?
4. Et les partenaires gouvernementaux et nationaux / du projet
5. Y a-t-il d'autres questions que vous voudriez aborder / discuter?

Focus Group avec bénéficiaires

Objectif: fournir des données qualitatives approfondies en accédant aux points de vue des bénéficiaires et en en débattant, en fonction de leur expérience et de leurs connaissances.

Durée: 120 - 150 min.

Participants: 16

- 8 participants en formation (4 femmes, 4 hommes)
- 8 diplômés (4 femmes, 4 hommes). Aprox. 50% en emploi et 50% en chômage
- Profil équilibrées (communauté hôte et réfugié)

a) Tous les participants - évaluation de la formation - Questionnaire directif - information à collecter sur KoboTools:

Questions	Variables				
1. Profil	Communauté hôte / Réfugié/e				
2. Genre	Femme / Homme				
3. Nationalité	Information qualitative (texte)				
4. Age	Information quantitative (chiffre)				
5. Type de métier - formation	Information qualitative (texte)				
6. La formation reçue par le projet était utile ?	Appréciation de 0 à 10				
7. Raisons de l'inscription dans les formations	Information qualitative (texte)				
8. Satisfaction globale du programme de formation	Appréciation de 0 à 10				
9. Qualité de la formation technique	Appréciation de 0 à 10				
10. Qualité des formateurs: connaissances techniques / compétences pédagogiques	Appréciation de 0 à 10				
11. Qualité des infrastructures et des équipements	Appréciation de 0 à 10				
12. Perceptions sur la pertinence pour préparer les stagiaires au marché du travail	Appréciation de 0 à 10				
13. La formation reçue m'a inspiré à chercher du travail ?	Tout à fait en désaccord	En désaccord	D'accord	Tout à fait d'accord	Ne sait pas
14. Mes conditions de vie se sont améliorées suite à la formation reçue par le projet	Appréciation de 0 à 10				
15. En quoi se sont elles améliorées suite à la formation reçue par le projet ?	Information qualitative (texte)				
16. Mon salaire a augmenté suite à la formation reçue par le projet	Oui / Non				
17. Mes conditions de travail se sont améliorées suite à la formation reçue par le projet	Oui / Non				

Annexe 6 : Liste de documents consultés

Type de document	Titre
Convention US Departement of State (Bureau for Population, Refugees and Migration)– OIT et document de projet	AGREEMENT NUMBER - SPRMCO18VC0036
	Prodoc « <i>Promoting a model for sustainable livelihoods and social cohesion in Bassikounou Moughata through on-site construction training</i> »
Reporting (rapports narratifs financiers, de suivi, ...) et	1st Quarterly Report (Janvier 2019)
	2 nd Quarterly Report covering the period from 30 November 2018 to 27 February 2019 (Avril 2019)
	3rd Quarterly Report covering the period from 28, February 2019 to 28, May 2019 (Juin 2019)
	4th Quarterly Report
	Plan d'action opérationnel
	Fiche de chantier suivi – Sept 2019
	Fiche de chantier suivi – Oct 2019
	Matrice excel de suivi Ecotech
	RAPPORT DE MISSION N° GD-2019-02 Bureau ILO Mauritanie Projet USDOS –Bassikounou
Etudes	1. Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de M'Bera et les populations hôtes voisines Analyse des chaînes de valeur, Infrastructures à Bassikounou
	2. Dimensionnement, Cartographie, priorisation et éléments de faisabilité, Énergie pour le développement dans la Moughataa de Bassikounou
	3. Proposition de solutions pour l'approvisionnement d'énergie en assurant sa durabilité
	4. Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants. Cartographie des enjeux environnementaux et orientations stratégiques
	5. Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes. Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes) pour valider sa conception et pertinence lors de sa phase d'identification et implémentation
	6.Revue des dépenses publiques du département en charge de l'emploi (mefptic) et celles du secteur de l'emploi en république islamique de Mauritanie (période 2005-2015)
	7.Stratégie nationale de l'emploi pour 2018-2030

PV et CR	Rapport I - Diagnostic
	8.Stratégie nationale de l'emploi pour 2018-2030 Rapport ii - Axes stratégiques et plan d'action opérationnel
	9.Stratégie nationale de l'emploi pour 2018-2030 Résumé exécutif
	10.Stratégie multisectorielle intégrée d'appui aux populations hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou 2018-2022 Compte rendu 1ière réunion du comité technique de suivi des activités du bit dans la Moughataa de Bassikounou. 27 mars 2019
	Termes de référence Comité Technique de Suivi Local des Activités du BIT à Bassikounou
	Termes de référence Comité Technique de Suivi Local des Activités du BIT à Nouakchott
Communication	10 documents de Communication (Rollup, brochure) 30 photos 1 vidéo (5mins)

Annexe 7 : Leçons apprises

ILO Lesson Learned Template

Project Title: Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa »

Project TC/SYMBOL: MRT/18/02/USA

Name of Evaluator: Enrique Medina Jarquin

Date: 19/12/2019

The following lesson learned has been identified during the course of the evaluation. Further text explaining the lesson may be included in the full evaluation report.

LL Element	Text
Brief description of lesson learned (link to specific action or task)	L'intégration du genre est un possible outil d'empowerment des jeunes femmes. R1. Indicateur 1 : 440 jeunes femmes et hommes (âgés de 16 à 35 ans) améliorent l'employabilité en suivant une formation en construction sur le terrain, avec 50% de jeunes réfugiés et 50% de jeunes vivant dans des communautés hôtes à Bassikounou Moughataa et plus de 40 % des catégories respectives sont des femmes. R2. Indicateur 4 : 100% des infrastructures construites sont entretenues et gérées par des groupes locaux, dont les membres de la direction comptent plus de 50% de femmes et au moins une femme a des postes de responsabilité (présidente) R3. Indicateur 2 : Au moins 100 opportunités d'emploi sont créées grâce au soutien des services de soutien aux entreprises pour les jeunes réfugiés et les jeunes locaux (16-35 ans) alors qu'au moins 50% de la population réfugiée et au moins 20% des femmes.
Context and any related preconditions	L'intégration et adaptation de l'approche genre dans le projet, à travers l'introduction d'un pourcentage minimal d'atteinte de participation dans ses 3 résultats (indicateurs quantitatifs) a eu un impact imprévu sur l'empowerment des jeunes femmes dans leurs plans de vie, cohésion sociale et une reconnaissance au niveau social et familial.
Targeted users / Beneficiaries	Equipe technique et administrative du BIT Jeunes femmes (16-35 ans) réfugiés et population locale.
Challenges /negative lessons - Causal factors	Impact imprévu sur l'empowerment des jeunes femmes
Success / Positive Issues - Causal factors	Il est pertinent pour le projet de réaliser une étude d'impact de l'intégration de cette approche en fin de projet pour apprécier les changements favorisés
ILO Administrative Issues (staff, resources, design, implementation)	N/A

ILO Lesson Learned Template

Project Title: Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa »

Project TC/SYMBOL: MRT/18/02/USA

Name of Evaluator: Enrique Medina Jarquin

Date: 19/12/2019

The following lesson learned has been identified during the course of the evaluation. Further text explaining the lesson may be included in the full evaluation report.

LL Element	Text
Brief description of lesson learned (link to specific action or task)	La lourdeur administrative interne peut coûter très chère au projet. R2. Les infrastructures, identifiées comme essentielles au développement économique local et aux services basés sur la chaîne de valeur et l'analyse du marché, sont construites par les jeunes en utilisant au maximum les matériaux locaux pour créer des opportunités d'emplois décents et promouvoir les activités économiques locales en assurant le lien entre assistance humanitaire et développement. Indicateur 1. Au moins 2 infrastructures sont construites par les jeunes réfugiés et communauté hôte, dans le cadre de la formation sur le terrain, ce qui contribue directement aux activités économiques locales telles que définies par l'analyse territoriale, de la chaîne de valeur et du marché.
Context and any related preconditions	Il est nécessaire de prendre en considération l'impact négatif qu'ont sur l'exécution du projet les retards dans la gestion des contrats avec les prestataires de services et fournisseurs de matériaux de construction.
Targeted users / Beneficiaries	Equipe technique et administrative du BIT Jeunes femmes (16-35 ans) réfugiés et population locale.
Challenges /negative lessons - Causal factors	Selon les interviewés, ces 2 infrastructures sont à 75% d'exécution et devraient être finalisées dans les prochains mois. Cela se doit principalement aux obstacles d'approvisionnement de matériaux et la lourdeur administrative dans la gestion des contrats avec les prestataires.
Success / Positive Issues - Causal factors	Assurer une exécution conforme aux délais et plan opérationnel accordé avec le bailleur de fonds USDOS - BPRM
ILO Administrative Issues (staff, resources, design, implementation)	N/A

Annexe 8 : Analyse du cadre logique du projet

2. Summary Immediate Objectives				
IMMEDIATE OBJECTIVE ACHIEVEMENT ¹⁰ - 4 ^{ème} RAPPORT TRIMESTRIEL				
Indicator	Baseline	Percent complete	Target (end-of-project total)	Commentaires évaluateur
		(compare planned against actual)		
Objective 1: Young women and men from different communities, including both refugees and the local youth, improve employability and simultaneously gain work experience by completing on-site construction training in labor-intensive construction works which focuses on practical exercise and qualifies with certification.				
440 young women and men (age 16-35) improve employability by completing on-site construction training, with 50% of young refugees and 50% of young people living in host communities in the Moughata of Bassikounou and more than 40% of respective categories are women. (Outcome indicator)	0	445 (200 (1st cohort) + 125 (2nd cohort) + 120) 101%	440 1320 (3-year projection)	Objectif atteint: l'évaluateur a eu accès aux listes des bénéficiaires pour confirmer l'atteinte du résultat.
100% of trainees that completed the training on-the-ground receive certifications following the national certification system. (Outcome indicator)	0	200 certificates of completion of training will be given to the first cohort of trainees' at the end of October while the monitoring and knowledge validation system is under preparation with the Directorate of Vocational training. These certifications are henceforth part of the National certification	100%	Objectif atteint: l'évaluateur a eu accès aux listes des bénéficiaires pour confirmer l'atteinte du résultat.

		system.		
Immediate Objective 2: Infrastructures, identified as keys for local economic development and services based on value-chain and market analysis, are constructed by the youth with the maximum use of local materials to create decent employment opportunities and promote local economic activities ensuring the nexus between humanitarian assistance and development.				
At least 2 infrastructures are constructed by young refugees and local youth as part of the training on-the-ground, which directly contributes to local economic activities as defined by territorial, value-chain and market analysis. (Outcome indicator)	0	2 100%	2 (in the first year) 6 infrastructures to be constructed (3-year projection)	Objectif partiellement atteint 75% selon l'équipe du projet. Selon ce dernier rapport trimestriel, le projet informe de 100% d'atteinte; néanmoins suite aux entretiens avec l'équipe du projet, celle-ci a éclairci que cela se doit à une erreur interne dans ce rapport. Une correction et explication seront apportées lors du rapport final.
All (at least 2) infrastructures are constructed with the use of locally available resources. (Outcome indicator)	0	2 100%	2 (first year) 6(3-year projection)	Objectif atteint: l'évaluateur a visiter les chantiers pour confirmer l'atteinte du résultat.
100% of constructed infrastructures (buildings) are equipped with solar energy and access to water. (Outcome indicator)	0	2 100% The access road maintenance doesn't need to be equipped with solar energy and access to water	2 6 infrastructures to be constructed (3-year projection)	Objectif atteint: l'évaluateur a visiter le chantier du centre de formation pour confirmer l'atteinte du résultat.
100% of the constructed infrastructures are maintained and managed by local groups, whose management members have more than 50% of women and at least one woman in responsible roles (president) (Impact indicator)	0	2 100% The ToRs for the infrastructures' Management and Maintenance Committee have been finalized and will be validated at the next meeting of the Technical Committee on Local and National Monitoring of ILO activities in the Moughataa of	2 6 infrastructures to be constructed (3-year projection)	Objectif atteint: l'évaluateur a eu accès aux documents et a aussi confirmé cela lors des entretiens avec les partenaires et équipe du projet pour ratifier l'atteinte du résultat.

		Bassikounou		
Immediate Objective 3: Local economic development is promoted by improved local enterprise support through better organization and participation of cooperatives, local groups, civil society and local enterprises				
At least 30 national and local enterprises access and utilize the local enterprise support services with the reinforced capacity. (Impact indicator)	0	6 national enterprises 25 local cooperatives 83,33%	30 90 (3-year projection)	Objectif partiellement atteint (83,3%): l'évaluateur a confirmé cela lors des entretiens avec les partenaires et équipe du projet pour ratifier l'atteinte du résultat.
At least 100 employment opportunities are created through the support of enterprises support services for the young refugees and local youth (age 16-35) whereas at least 50% from the refugee population and at least 20% of women. (Impact indicator)	0	211 (86 + 120) professionals in the construction area 211%	100 300 (3-year projection)	Objectif atteint: l'évaluateur a eu accès aux listes des bénéficiaires pour confirmer l'atteinte du résultat

Annexe 9: Remerciements

Ce rapport décrit en détail l'évaluation interne finale du projet "Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa". L'évaluation interne finale fût réalisée par Enrique Medina Jarquin, en collaboration avec l'équipe du projet et les parties prenantes. L'évaluateur souhaite exprimer ses sincères remerciements à toutes les parties impliquées dans cette évaluation, pour leur soutien et leurs précieuses contributions.